



JAB  
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 36  
Juin - Juni - Giugno  
2012

Tirage/Auflage/Tiratura:  
12'000

# **ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione**

*et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale*

LSCV  
Case postale 148, 1226 Thônex / GE  
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
Mitgliederbeitrag / Cotisation  
Membre Quota socio CHF 15.-  
CCP 12-2745-6  
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6  
BIC POFICHBEXXX

Fermeture du site de Merck Serono à Genève

## **La fin du modèle animal pour la recherche médicale ?**

Vives émotions après l'annonce abrupte le 24 avril 2012 de la fermeture du site de Merck Serono à Genève. Le licenciement collectif devrait toucher les 1250 employés du site. 750 postes devraient être transférés sur des sites de l'entreprise pharmaceutique en Allemagne, aux Etats-Unis et en Chine.

**Contenu en Français,  
p. 2 - 11**



Schliessung des Standortes von Merck Serono in Genf

## **Das Ende des Tiermodells in der medizinischen Forschung?**

Die am 24. April 2012 erfolgte plötzliche Mitteilung, der Standort von Merck Serono in Genf werde geschlossen, löste heftige Emotionen aus. Die Massenentlassung dürfte die 1'250 Angestellten des Standortes betreffen. 750 Stellen sollen an andere Standorte des Pharmaunternehmens in Deutschland, den Vereinigten Staaten und China verlegt werden.

**Inhalt Deutsch S. 12 - 21**

Chiusura del sito della Merck Serono a Ginevra

## **La fine del modello animale per la ricerca medica ?**

Vive emozioni dopo l'annuncio brutale ed improvviso, il 24 aprile 2012, della chiusura del sito della Merck Serono a Ginevra. Il licenziamento collettivo dovrebbe colpire i 1250 dipendenti del sito. 750 posti dovranno essere trasferiti su siti della ditta farmaceutica in Germania, negli Stati Uniti ed in Cina.

**Contenuto in italiano, p. 22 - 31**

## Edito

Chers Membres, Chers amies et amis de la Ligue,

Dans ce journal, vous pourrez prendre connaissance en page 8 et 9 du procès-verbal de l'Assemblée générale de la Ligue du 24 mars 2012, ainsi que des rapports de la Trésorière et des vérificateurs aux comptes.

**Nous publions également un dossier sur l'état actuel des tests sur les animaux pour les produits cosmétiques**, lequel se révèle plutôt consternant. Avec la lubie de la Chine, qui fait un bond de 10 ans en arrière en décidant de rendre obligatoire les tests sur les animaux pour tout produit distribué sur son territoire. Avec l'hypocrisie européenne, lorsque sa commission au Parlement annonce débloquer 50 millions d'euros pour développer des méthodes substitutives pour supprimer les derniers tests sur les animaux autorisés, alors que ces fonds servent à soutenir la recherche sur les cellules souches. Enfin, avec l'affairisme de la Suisse, qui déclare illicite l'utilisation d'animaux pour développer des produits cosmétiques, mais l'autorise malgré tout pour favoriser ses entreprises.

Non, la fin des tests sur animaux pour l'élaboration des produits cosmétiques n'est pas prête de voir le jour. Cette situation est d'autant plus désolante qu'une majorité des consommateurs est clairement opposée à la souffrance animale pour la fabrication de produits de beauté. Soutenir les fabricants de produits cosmétiques qui s'engagent à ne pas pratiquer de tests sur les animaux reste donc plus que jamais d'actualité.

**Concernant notre dénonciation pénale à l'encontre de l'autorité fédérale et des cantons de Bâle-Ville et Argovie** pour avoir autorisé des tests de toxicité pour des cosmétiques, elle avance tant bien que mal dans les méandres de l'administration. Le Parquet argovien ne semble pas pressé de la traiter. Pour les autorités bâloise et argovienne, le cas a été réglé à satisfaction, merci de les laisser tranquilles. Leurs services vétérinaires ont réunis à la va-vite leur commission, laquelle à préavisé favorablement « à la majorité » et avec effet rétroactif, l'expérience dénoncée. Du fait que cinq des huit membres de la commission représentent les milieux universitaires et pharmaceutiques, la majorité n'a pas dû être difficile à obtenir.

Ce cas nous a amenés à nous pencher sur le fonctionnement des commissions et autorités cantonales. Si la situation à Bâle est inacceptable, d'autres cantons n'ont rien à lui envier. La palme revient au Tessin où le vétérinaire cantonal a mis en place un système violent sans complexe la législation, avec le consentement des autorités fédérales. De nouvelles dénonciations pénales devraient être déposées. Un dossier sur ce thème sera publié dans notre prochain journal.

Dans cette attente, nous vous souhaitons à toutes et à tous un bel été, et vous adressons nos meilleures pensées.

Le Comité

► 25 avril 2012 - Communiqué de presse

# Fermeture du site de Merck modèle animal pour la recherche

*Suite de la page 1*

Au delà du drame humain lié à cette restructuration touchant la troisième plus importante entreprise pharmaceutique en Suisse, se pose la question de la pertinence des recherches menées par Merck Serono. Car dans les faits, plus rien d'innovant ne sort de ce laboratoire depuis de nombreuses années.

Pourtant, des centaines de milliers de molécules sont screenées chaque année. Parmi celles-ci, des dizaines sont testées sur des modèles animaux dans des domaines tels que les maladies neurodégénératives ou inflammatoires. Des dizaines de nouvelles expériences sont ainsi menées chaque année, utilisant des dizaines de milliers d'animaux. La plupart de ces expériences induisent de fortes souffrances aux animaux, sans que l'administration d'un anti-douleur ne puisse les soulager.

Au final, toutes ces expériences n'auront démontré que leur inutilité. Ernesto Bertarelli a revendu pour plus de 10 milliards d'euros en 2006 une coquille – presque – vide au groupe pharmaceutique allemand Merck, dont on peut se demander comment il a pu se laisser leurrer par une capacité innovante aussi faible.

## L'Interpharma opportuniste

L'association faîtière des industries pharmaceutiques suisses profite du plan de restructuration pour dénoncer dans un communiqué les procédures requises pour lancer des essais cliniques ou les retards pris dans l'autorisation de mises sur le marché de nouveaux médicaments. Comme si la mise sur le marché de nouvelles thérapies inutiles ou induisant de néfastes effets secondaires allait dynamiser la recherche médicale. Car l'Interpharma comme la plupart des entreprises pharmaceutiques se trouvent elles aussi dans une impasse qui ne cesse de s'accentuer. L'absence d'innovation dans la recherche, qui se traduit par le recyclage d'anciennes molécules thérapeutiques en une nouvelle formulation et diffusion avec un nouveau packaging.



# Serono à Genève : La fin d'une recherche médicale ?

## L'échec de Merck Serono : Une chance pour une recherche médicale plus efficiente

Après des années de recherche inutiles sur des centaines de milliers de rats, souris et autres animaux, il serait temps que la recherche lémanique s'oriente enfin vers l'utilisation de matériel humain pour étudier des maladies humaines. Avec la proximité d'importants complexes hospitaliers qui incinèrent chaque année et pour des raisons « éthiques », des tonnes de tissus humains provenant de biopsies ou d'opérations, l'inutilisation de ces ressources constitue un véritable gâchis.

Le départ de Merck Serono offre l'opportunité de développer un pôle de compétence dans le développement de nouvelles méthodes de recherche médicale, innovantes et plus fiables que l'utilisation du modèle animal.



Accusé de mollesse dans sa réaction à l'annonce des licenciements massifs, le Conseil d'Etat genevois assure découvrir avec stupeur la volonté de fermeture du site par Merck. En réalité, il était avisé depuis plusieurs mois des projets de restructuration de l'entreprise. Mais comment oser annoncer au public que Merck Serono boucle ses portes parce que l'innovation est nulle dans cette entreprise, malgré les milliards investis ? Le Conseil d'Etat cherche toujours.



En liquidant son entreprise avant qu'elle ne coule par elle-même, Bertarelli a plutôt réalisé une bonne affaire. La vivisection a continué dans les sous-sols de l'entreprise genevoise. Des centaines de milliers d'animaux ont été affligés de toutes sortes de maladies terriblement douloureuses pour une recherche dépassée et inutile.

### IMPRESSUM Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

**Publication :** Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm<sup>2</sup>. **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

**Adresse** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE  
**Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.** T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Cotisation annuelle des Membres : Minimum CHF 15.-- CCP 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

## Bus itinérant de la Ligue suisse contre la vivisection

Depuis mars 2011, un bus de la Ligue se déplace dans toute la Suisse pour tenir des stands d'information. Le planning et l'organisation des stands sont pris en charge par Achim Z'Brun.

N'hésitez pas à participer aux stands qui se déroulent dans votre région, Achim sera ravi de votre aide !



Si vous souhaitez qu'un stand se tienne près de chez vous, Achim se déplace aussi à la demande, pour autant que vous l'aidez à tenir le stand. En ce cas, il suffit de l'appeler et de convenir d'une date. Achim se charge des démarches administratives (demande d'autorisation, émoluments etc.) et d'apporter le matériel. Achim réside en Valais, parle allemand et français.

Si vous êtes intéressé, ou avez des questions, n'hésitez pas à contacter le bureau de la ligue.

### Les prochains stands LSCV se dérouleront aux lieux et dates suivantes :

**Sa 16.06.2012 Thun**

**Sa 30.06. 2012 Baden**

**Sa 14.07.2012 Solothurn**

**Sa 28.07.2012 Olten**



# Tests sur les animaux pour le développement et la production de produits cosmétiques

## La situation actuelle

A ce jour, seule l'Angleterre en 1997 puis l'Union européenne (UE) ont élaboré une législation interdisant l'utilisation d'animaux pour la fabrication de produits cosmétiques. Selon la Directive européenne sur les cosmétiques, il est interdit de tester les produits « finis » sur les animaux depuis septembre 2004. Les tests sur animaux pour les ingrédients entrant dans la composition des produits sont interdits depuis le 11 mars 2009, à l'exception de trois tests de toxicité, bénéficiant d'un délai jusqu'en mars 2013.

Jusqu'en 2004, environ 40'000 animaux étaient utilisés chaque année en Europe pour tester des produits cosmétiques. Leur nombre s'est par la suite progressivement réduit. Selon les statistiques européennes

des expérimentations animales publiées pour l'année 2009, 344 rongeurs et lapins ont été utilisés par la France et l'Espagne pour les cosmétiques.

Partout ailleurs, les tests sont toujours autorisés et on estime à plusieurs centaines de milliers le nombre d'animaux utilisés chaque année par l'industrie cosmétique. En Chine, les tests sur les animaux sont même obligatoires, peu importe qu'il existe des méthodes substitutives validées. Tous les fabricants voulant distribuer leurs produits en Chine ont l'obligation d'effectuer de nouveaux tests sur les animaux, même si les produits sont distribués internationalement depuis de nombreuses années.



## En 2010, la Suisse a bien effectué des tests sur animaux pour des cosmétiques

Le 7 juillet 2011, à l'occasion de la publication des statistiques 2010 des expérimentations animales, l'OVF annonçait : « Pour la première fois depuis longtemps, des expériences ont été effectuées pour tester des cosmétiques ». Selon les informations communiquées par l'OVF, des expériences sur des groupes de rats ont été autorisées jusqu'en 2013 par le canton d'Argovie, pour évaluer la toxicité d'un nouveau filtre UV.

Interpellé sur la légalité à autoriser des expériences pour des cosmétiques, l'OVF répondait le 23 août 2011 : « La législation suisse sur la protection des animaux est une des plus poussées au monde et le domaine de l'expérimentation animale est strictement réglementé. Chaque expérimentation est examinée par la commission cantonale. Les chercheurs doivent prouver que les bénéfices pour la société sont plus importants que les souffrances infligées aux animaux lors des expériences. Le fait que plusieurs instances soient impliquées dans la procédure d'autorisation, assure ce contrôle mutuel ».

Après recherche, il est apparu qu'en réalité, les autorités cantonales et l'OVF avaient violé la loi dans la procédure administrative ayant permis la délivrance de l'autorisation d'effectuer ces tests de toxicité.

Pire encore, il est probable que ces expériences ne répondent pas au caractère indispensable prévu par l'art.17 LPA. Aucune évaluation sur l'intérêt scientifique à développer ce nouveau filtre UV ne semble avoir été effectuée par les autorités.

Ces tests ont fait l'objet d'une dénonciation pénale de la LSCV (voir notre journal de mars 2012).

## La situation en Suisse

Le 31 août 2006, à l'occasion de la procédure de consultation relative à la révision de l'ordonnance pour la protection des animaux (OPAn), 24 organismes de protection des animaux suisses, dont la LSCV, diffusaient lors d'une conférence de presse à Berne une prise de position commune. Il était notamment demandé que soit spécifiquement mentionné l'interdiction des tests sur animaux pour l'élaboration de produits cosmétiques. Il était rappelé l'intérêt d'établir une interdiction similaire à la Directive européenne, laquelle interdisait les tests sur animaux depuis 2004. Transposer l'interdiction européenne dans le droit suisse permettait d'éviter que des entreprises européennes sous-traitent à des laboratoires suisses des expériences interdites chez eux. Ou plus grave, que des entreprises européennes délocalisent en Suisse leurs activités liées aux tests sur animaux.

L'interdiction demandée était rejetée par l'Office vétérinaire fédéral (OVF), administration chargée par le Conseil fédéral de mener la révision de l'OPAn, entrée en vigueur en septembre 2008.

Parmi les arguments avancés par l'OVF : la sévérité de la nouvelle législation sur la protection des animaux, laquelle exclurait l'utilisation d'animaux pour la fabrication de produits cosmétiques. Selon l'OVF, ces expériences ne répondraient pas au caractère « indispensable » tel que prévu à l'article 17 de la loi sur la protection des animaux (LPA).



Les lapins et les rongeurs sont les animaux les plus utilisés pour tester les cosmétiques

## Des ingrédients pour des cosmétiques issus de recherches médicales

Il est malgré tout assez facile de contourner la législation, aussi « sévère » soit-elle. De nombreux produits cosmétiques incluent des ingrédients développés dans le cadre de recherches médicales. Il ne s'agit pas d'expérimentations animales déclarées pour des substances à finalité cosmétique, ce qui permet aux laboratoires d'obtenir les autorisations nécessaires.

- ▶ Produits cosmétiques testés sur les animaux

# L'Europe à la traîne

**Août 2009 - Annoncé en grande pompe à l'occasion du 7<sup>ème</sup> congrès mondial des méthodes alternatives à Rome (WC7), un fonds spécial de 50 millions d'euros devait permettre de développer les méthodes substitutives nécessaires en vue de l'interdiction, à partir de mars 2013, des trois derniers tests sur les animaux toujours autorisés<sup>1</sup>.**

Le fonds ciblait principalement la recherche sur la «toxicité systémique à dose répétée», étude qui vise à prévoir la toxicité de l'utilisation répétée, sur une longue période, de la substance testée.

Financé à part égale par la commission européenne et la Colipa<sup>2</sup>, l'association européenne des fabricants de cosmétiques, ce fonds ouvrait des perspectives encourageantes pour le développement des alternatives aux tests *in vivo*. Les groupes de recherche sollicitant un financement devaient suivre les lignes directrices suivantes :

- développement de dispositifs de simulations d'organes;
- utilisation de cellules cibles basées sur des cellules humaines;
- définition de nouveaux seuils d'effets toxicologiques et marqueurs intermédiaires;
- techniques de modélisation *in silico*;
- exploitation d'approches développées en biologie des systèmes, et analyse intégrée des données et des services scientifiques.

Seuls les projets n'impliquant pas d'essais sur des animaux vivants étaient admissibles. Et les résultats devaient présenter un intérêt non seulement pour l'industrie cosmétique, mais aussi pour les industries chimiques et pharmaceutiques.

On le voit, un excellent projet, dont la portée dépassait le cadre de la Directive cosmétique, car s'adressant aussi à des procédures obligatoires de tests impliquant des centaines de milliers d'animaux, tels que ceux prévus par le règlement REACH<sup>3</sup>.

**Août 2011 - L'enthousiasme retombe lorsque la Colipa présente ses avancées lors du 8<sup>e</sup> congrès mondial des méthodes alternatives (WC8) qui se tient à Montréal.**

Les 7 projets financés par le fonds, intitulé «Towards the replacement of repeated dose systemic toxicity testing in human safety assessment», n'ont démarré qu'en janvier 2011. Initiée déjà tardivement en 2009, alors que la future interdiction des tests est connue depuis 2003, la possible mise au point de méthodes substitutives pour 2013 en devient complètement improbable. Ce d'autant plus que les projets sélectionnés, réunissant plus de 70 universités européennes et institutions privées, ont une échéance à 2015 pour la remise des

travaux. Ce qui de facto implique qu'une solution à la date butoir de 2013 n'entrait pas en considération. Autre surprise, les projets sont principalement ciblés sur les cellules souches, domaine de recherche extrêmement concurrentiel dans lequel les Etats-Unis commencent à s'impliquer. Si l'intérêt des cellules souches pour la recherche médicale est démontré, tel n'est pas le cas pour les tests de toxicité du fait de la difficulté à induire et contrôler la différenciation des cellules *in vitro*. De plus, les cellules souches n'ont généralement pas la morphologie et la fonction des organes cibles. Il est probable qu'à l'avenir, ces problèmes trouvent une solution, mais certainement pas à court terme.

A l'inverse, certaines technologies permettant de reconstituer les tissus humains sont déjà disponibles. Il s'agit par exemple d'équivalents de peau humaine *in vitro*, de cultures d'hépatocytes, de tissus pulmonaires ou de modèles oculaires en 3D. Certains de ces modèles de tissus humains peuvent déjà être maintenus durant plusieurs mois en culture, permettant justement l'exécution de tests de toxicité à dose répétée. Il est donc particulièrement incompréhensible que les groupes de recherche proposant déjà une technologie avancée aient ainsi été recalés au profit d'une recherche encore incertaine.

Enfin, développer une méthode est une chose, la valider en est une autre. Pour être utilisée dans une procédure réglementaire, la méthode doit suivre un processus de validation qui dure de nombreuses années. A titre d'exemple, il a fallu plus de 10 ans au laboratoire Episkin pour faire valider son test cellulaire pour l'irritation cutanée auprès de l'autorité compétente, le Centre européen pour la validation des méthodes alternatives (ECVAM).

Ainsi, il semble clair que l'objectif n'était pas vraiment de développer des méthodes substitutives à l'approche de 2013, mais plutôt de soutenir des intérêts particuliers en favorisant l'état de la recherche européenne face à la concurrence internationale, dans un domaine où elle craint de prendre du retard. Le manque de volonté de respecter les objectifs européens sur les cosmétiques transparaît d'ailleurs assez

clairement du rapport de la commission au parlement européen « *sur la mise au point, la validation et l'acceptation légale de méthodes pouvant être substituées à l'expérimentation animale dans le domaine des cosmétiques* » communiqué le 13 septembre 2011.

## « D'après les experts, la mise au point d'une stratégie d'expérimentation durera plus de dix ans »

Faisant état des conclusions du groupe d'experts mandatés pour analyser la situation et établir un calendrier réaliste, la commission annonçait déjà l'impossibilité de respecter les échéances, sans beaucoup s'en inquiéter. Au mieux, l'UE devrait disposer de méthodes substitutives dans 5 ans pour certains tests, dans 7, 10 et 15 ans pour d'autres. Dans son rapport, la commission conclue : « *La Commission étudie actuellement toutes les pistes et décidera de l'opportunité de faire une proposition au Parlement européen et au Conseil en ce qui concerne l'échéance de 2013 sur la base des résultats de l'analyse d'impact précitée* ». La suite est connue. Le Parlement européen devra prochainement approuver le report de l'interdiction à 2023.

### Note :

<sup>1</sup> La directive européenne cosmétiques interdit les tests sur les animaux depuis 2009, à l'exception des tests de toxicité des doses répétées, des tests de toxicité pour la reproduction et des tests de toxicocinétique, qui bénéficient d'un délai. Leur interdiction est prévue dès le 11 mars 2013.

<sup>2</sup> La Colipa se nomme « Cosmetics Europe » depuis janvier 2012

<sup>3</sup> Le règlement Reach est entré en vigueur en juin 2007. Il contraint les industries chimiques à démontrer l'innocuité, notamment par des tests sur les animaux, des produits mis sur le marché depuis 1981 et qui sont toujours en vente.



## Signez la pétition et dites NON aux cosmétiques testés sur les animaux

Lancée au printemps 2011 par l'ECEAE, la pétition demande au Parlement européen de refuser le report à 2023 de l'interdiction des derniers tests sur les animaux pour les produits cosmétiques.

D'abord fixée à l'automne 2011, l'échéance de la pétition a été prolongée et reste d'actualité tant que la votation n'a pas été inscrite à l'ordre du jour des députés européens. Celle-ci devrait intervenir d'ici l'été 2012.

Dans cette attente, merci de continuer à soutenir et faire signer la pétition. 176'000 signatures ont déjà été récoltées, et chaque signature compte ! Il est également possible de signer la pétition en ligne :

[www.nocruelcosmetics.org/](http://www.nocruelcosmetics.org/)

- ▶ Produits cosmétiques testés sur les animaux

## La Chine fait un bond de 10 ans en arrière

Mauvaise surprise en automne 2011, lorsque nous avons appris que la Chine ordonnait l'exécution de tests pour tous les produits cosmétiques distribués sur son territoire. Pour quelle raison cet Etat exige-t-il des tests déjà obligatoirement effectués pour une distribution sur les marchés européen ou américain ?

Dans un pays fréquemment frappé par des scandales sanitaires où se mélangent produits contrefaçons ou frelatés, cette remise en cause des normes internationales reste un mystère. Et surtout, une aberration au niveau des coûts que cela engendre. Qui paye, quels tests sont réalisés ? Aucune information n'est transmise, mais les éléments collectés laissent présager le pire et confirment l'exécution de tests sur les animaux.

Heureusement, il est probable que la Chine modifie prochainement ses dispositions. Non pas en raison de pressions des consommateurs chinois, peu sensibles au sort des animaux, mais en raison des coûts énormes induits par ces tests.

Alors que l'U.E. et la plupart des pays industrialisés emploient dans de nombreuses procédures des tests *in vitro* ou *in silico*, peu coûteux et reproductibles à grande échelle, l'utilisation de tests *in vivo*, lents et onéreux, atteint le comble de l'absurdité. Et l'absurdité reste de mise, dans le « Plan de 5 ans » récemment élaboré par les autorités chinoises. Si celui-ci vise à accepter une dizaine de méthodes substitutives déjà validées internationalement, la Chine prévoit d'employer elle-même ces méthodes. Problème : les chercheurs chinois sont actuellement incapables de les utiliser. Un module de formation de deux ans vise donc à leur enseigner le savoir faire nécessaire.

Pour accélérer ces connaissances, des organisations spécialisées dans les méthodes substitutives comme IIVS (Institute for In Vitro Sciences) se sont également mobilisées auprès des autorités chinoises. Cette collaboration semble commencer à porter ses fruits, puisqu'une première méthode substitutive pourrait être validée avant fin 2012.

## Marché européen fermé aux cosmétiques chinois

Autre fait qui doit inciter la Chine à revoir sa politique de tests sur les animaux : une possible interdiction des produits cosmétiques chinois sur le marché européen.

Car la directive européenne cosmétique interdit depuis 2004 l'importation des cosmétiques testés sur les animaux, disposition qui s'applique également aux ingrédients ou combinaison d'ingrédients composant le produit, à l'exception des trois derniers tests autorisés jusqu'en 2013. De ce fait, il est probable que la situation chinoise évolue favorablement d'ici ces prochains mois.

## Elaboration des listes de cosmétiques non testés sur les animaux

L'élaboration d'une liste de produits non testés sur les animaux est toujours problématique, s'il n'est pas possible de s'assurer par une obligation contractuelle, qu'une entreprise référencée n'effectue réellement aucun test sur l'animal.

Pour la plupart des fabricants de cosmétiques, tous les moyens sont bons pour obtenir les faveurs du consommateur. Practiquer la rétention d'information, mentir sur l'origine des substances utilisées... Dans ce domaine, il ne semble pas y avoir de limites pour accroître ses parts de marché. Et qu'une (petite) partie de la population soit sensible aux animaux et favorise l'achat de cosmétiques non testés sur eux n'est pas un problème : ces cosmétiques se transforment aussitôt en produits « non testés sur les animaux ».

Si une marque prétend uniquement « ne pas tester sur les animaux ses produits finis », il y a 100% de chance qu'elle teste sur eux les substances qui les composent. Si elle prétend ne pas tester non plus les substances qui entrent dans la composition de ses produits, c'est généralement parce qu'elle sous-traite ces tests à d'autres laboratoires, quand elle ne possède pas elle-même une filiale chargée de le faire. Dans d'autres cas, un laboratoire qui n'effectue effectivement aucun test, ni ne les sous-traite, achète le plus souvent, dès leurs mises sur le marché toutes les nouvelles substances qui l'ont été.

### Déclarations des fabricants de produits cosmétiques : Quel contrôle ?

En 2005, nous avions réactualisé notre liste de cosmétiques non testés sur les animaux. Une centaine de courriers avaient

été envoyés aux fabricants, auxquels était joint un questionnaire à remplir et à nous retourner.

Des responsables du service clientèle de plusieurs marques nous ont envoyé la prise de position « officielle » de leur direction, naturellement contre les tests sur animaux, mais en prétendant n'avoir « pas le droit » de répondre à des questionnaires comme le nôtre. D'autres marques, comme Clarins, nous ont renvoyé le questionnaire truffé de fausses informations, mais assurant n'effectuer aucun test sur les animaux ! En définitive, une vingtaine de marques étaient finalement référencées sur notre nouvelle liste.

Dans un document signé, les fabricants attestaient l'absence de tests sur les animaux tant pour les cosmétiques vendus sous le nom de la marque, que pour les ingrédients les composant. Aucune substance testée sur les animaux depuis moins de cinq ans ne devait entrer dans la composition des produits fabriqués par la marque. Il ne s'agissait pas d'estimer acceptable l'utilisation de substances testées sur des animaux depuis plus de cinq ans, mais de nous permettre le contrôle en amont des déclarations des fabricants.

L'Union européenne avait progressivement rendu l'accès public à plusieurs banques de données à partir de 2000. En faisant une recherche sur une substance, il était possible, pour autant que son enregistrement ne soit pas trop ancien, de

## Les cosmétiques réellement non testés sur les animaux n'existent pas

En réalité, la quasi totalité des substances contenues dans les produits cosmétiques, qu'ils soient certifiées bios, labellisés ou non, ont été un jour testés sur les animaux.

Tester une nouvelle substance, quelle soit naturelle ou chimique, a toujours été une obligation légale pour obtenir une autorisation de mise sur le marché. Dans le cas des cosmétiques naturels, les ingrédients de ces produits ont été testés il y a déjà plusieurs dizaines d'années. De ce fait, il est impossible d'utiliser un produit cosmétique dont la fabrication n'a pas nécessité par le passé l'utilisation d'animaux. Par contre, il est possible d'agir contre l'utilisation actuelle ou future d'animaux pour des cosmétiques, en refusant d'acheter les produits nécessitant de nouvelles expérimentations animales. Il existe environ 9'000 substances validées pour une utilisation en cosmétologie. C'est déjà bien plus qu'il n'en faut pour élaborer de nouvelles et multiples gammes de produits. Développer de nouvelles substances est parfaitement inutile et condamnable lorsque celles-ci nécessitent de torturer des animaux.

connaître la date d'enregistrement et de savoir si des tests avaient été effectués sur des animaux.

Malheureusement, l'accès à plusieurs banques de données a par la suite été limité, ce qui ne permettait plus un contrôle optimal des cosmétiques. En automne 2010, nous avons entrepris des démarches auprès de plusieurs chimistes cantonaux et de laboratoires européens, spécialisés dans l'analyse des composants des produits cosmétiques. A notre grande surprise, l'analyse des substances entrant dans la composition des produits cosmétiques s'est révélée impossible à effectuer. En premier lieu, cela démontrait que la composition d'un cosmétique ne peut réellement être contrôlée et que nos autorités sanitaires ne peuvent se baser que sur la déclaration des fabricants. Ce qui n'est pas très rassurant pour le consommateur ! Mais surtout, il nous est apparu que dans ces conditions, nous n'étions plus en mesure de réellement nous assurer qu'une marque de cosmétique référencée sur notre liste de cosmétiques, était réellement exempte de tests faits sur des animaux.

## Standard international HCS (Human Cosmetics Standard)

Pour cette raison, nous avons décidé, en nous affiliant à l'ECEAE, de promouvoir le label HCS et de diffuser une nouvelle liste sur laquelle seraient référencées les marques répondant aux conditions du label. Les marques labellisées HCS sont régulièrement réactualisées. Certaines perdent le label, d'autres sont nouvellement certifiées. Pour ces raisons, seule la liste mise à jour devrait être utilisée ou communiquée.

Dans notre liste, sont également intégrées quelques marques certifiées bios par des organismes reconnus comme Cosmébio, Ecocert, BDIH, Demeter et Natrue, ou exemptes de substances chimiques. Car ce sont bien les nouvelles substances chimiques qui nécessitent encore des tests sur les animaux. Les substances naturelles sont déjà validées depuis longtemps pour une utilisation en cosmétologie. De même, les substances chimiques autorisées dans la fabrication de produits certifiés bios, ont pour la plupart été validées dans les années 1970 - 1980.

## LSCV - Liste de cosmétiques non testés sur les animaux

Le label HCS (Human Cosmetics Standard) a été lancé en 1998 par une coalition internationale d'associations de défense des animaux de divers pays de l'Union européenne et d'Amérique du Nord. Ce label est administré par la Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE).

Les organisations membres de l'ECEAE assurent l'administration et le suivi du label dans leur propre pays. La Ligue suisse contre la vivisection représente l'ECEAE en Suisse et diffuse une liste de produits non testés sur les animaux, disponible en Suisse.

La liste LSCV regroupe des produits cosmétiques ou d'entretien ménager, distribués dans les commerces suisses ou pouvant être obtenus par correspondance.

### Label HCS



- Argiletz
- Avalon Organics (Alba, Avalon, Un-petroleum)
- Bioarômes
- Body Shop
- Centifolia (Centifolia Labio ACM)
- Comptoir des Lys, Laboratoire Alvend (Coslys, Etamine du Lys, Anibiolys )
- Comptoir Provencal des Argiles (Naturado, Rosalia)
- Douces Angevines
- Florame
- Holistica International (Dermophytum)
- Melvita
- Montagne Jeunesse
- Paul Mitchell
- Phocéenne La (Senteurs Provençales, Le Petit Olivier)
- Provida (Provida, Evergreen, Azimuth, BWC)
- Sanoflore
- Santaverde

La liste regroupe les informations suivantes : Lieux de distribution en Suisse et types de commerces vendant ces cosmétiques (grande surface, pharmacie, magasin biologique etc.), domaines d'utilisation (entretien ménager, hygiène animale etc.), présence ou non dans ces produits de substances d'origines animales ou de composés chimiques etc.

Pour prendre connaissance de la totalité des produits certifiés HCS, il est possible de consulter la banque de données du site de l'ECEAE consacré au label HCS :

[www.gocrueltyfree.org](http://www.gocrueltyfree.org)

### Critères pour obtenir le label HCS

1. L'entreprise ne doit réaliser ni maintenant ni à l'avenir des expériences sur animaux, ni donner l'ordre d'en réaliser ni d'y participer, peu importe qu'il s'agisse de préparations ou d'ingrédients ou de produits finaux.
2. N'acheter aucun ingrédient, aucune combinaison d'ingrédients ni produits de fournisseurs ou de fabricants qui réalisent des expériences sur animaux pour les obtenir, qui en donnent l'ordre ou qui y ont participé, et ce à partir de la date terme fixée par l'entreprise (à partir de laquelle l'entreprise peut être admise sur la liste HCS).
3. L'entreprise doit mettre en place un système de contrôle sur la chaîne de livraison, et demander des garanties écrites afin que les fabricants et les fournisseurs satisfassent aux critères du HCS et ce, en permanence.

### Actualisation des critères du label HCS

Géré par l'ECEAE, l'administration du label HCS fonctionne sur un principe de délégation : les associations membres de l'ECEAE s'occupent de l'attribution du label aux fabricants de produits cosmétiques présents dans leurs pays. Dans certains cas, il est apparu que le contrat établissant les critères fixant les conditions d'attribution du label, avait été modifié. Plusieurs documents, faux ou contrefaits circulent également sur internet. Cette situation a décidé les membres de l'ECEAE à revoir le mode de gestion des marques référencées et l'accès aux contrats établis. Un nouveau document fixant les critères du label HCS devrait également voir le jour prochainement. Du côté de la LSCV, nous avons déjà émis le souhait de reprendre la gestion du label HCS pour les marques produites en Suisse. Nous allons également démarcher prochainement des entreprises encore non labellisées pour les encourager à y adhérer. De plus amples informations devraient être disponibles pour l'édition du journal de décembre 2012.

### Pas de label HCS pour des produits distribués Chine

La situation chinoise pose évidemment un problème pour les marques certifiées HCS, dont les produits seraient distribués dans ce pays. Des contacts sur place ont permis de recenser les marques présentes, puis l'ECEAE a engagé en automne 2011 des discussions avec chacune d'elle. Plusieurs fabricants ont accepté de se retirer du marché chinois si elles ne pouvaient pas obtenir une exemption des tests sur animaux, ce qui fut une grande nouvelle et une démonstration de leur engagement. D'autres marques comme Yves Rocher ou l'Occitane, Caudalie ou Mary Kay n'ont pas souhaité faire de même. Ces quatre marques ont donc perdu leur certification HCS.

# Procès-verbal de l'Assemblée générale de la Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal, du 24 mars 2012 à Thônex, Genève

## Membres du Comité présents :

Max Moret (Président), Luc Fournier (Vice-président), Maja Schmid (Trésorière), Laurianne Parent (Secrétaire au Comité), Sylvie Benoît, Michèle Loisel.

## Membres du Comité absents et excusés :

Suzann Karagöz, Suzanne Wachtl.

## Ouverture de la séance à 14h15

### Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale
2. Rapport du Président
3. Rapport de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Admissions/Démissions
6. Divers

## Ouverture de l'Assemblée générale

Le Président ouvre la séance et remercie les membres présents. Il annonce que cette Assemblée est légalement constituée, selon l'article 60 du code civil suisse et les statuts de la Ligue. Aucune proposition écrite n'étant parvenue au Comité, l'Assemblée peut se dérouler selon l'ordre du jour prévu.

### 1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale

Les membres présents l'ayant lu dans le journal du mois de juin 2011, dispensent le Président de sa lecture et l'acceptent.

### 2. Rapport 2011 du Président

Le Président apporte quelques informations complémentaires au rapport d'activité publié dans le journal du mois de mars 2012. Concernant le domaine de l'expérimentation animale, des nouvelles sont communiquées sur la suite donnée à notre dénonciation pénale contre les autorités d'Argovie, de Bâle-ville et de l'OVF, ainsi que sur notre adhésion à la Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE). La pétition sur le report de l'interdiction européenne des tests sur les animaux pour les cosmétiques a engendré un important surcroît de travail administratif, en raison de la saisie des centaines de noms et adresses de tous les signataires qui ont souhaité être informés de nos actions. Le Président remercie la Trésorière pour son implication dans la gestion des acti-

vités de l'ECEAE et du secrétariat de la Ligue. Concernant le soutien financier octroyé aux organismes de protection des animaux, le Président décrit les principales actions de castrations et stérilisations de chats auxquelles la Ligue apporte son soutien, certains vétérinaires praticiens accordant des rabais de 30 à 40% sur les opérations. Le Président conclue en précisant que malgré les coûts induits par les différentes actions en 2011, la situation financière de la Ligue reste bonne, ce qui est très encourageant pour l'organisation d'actions futures.

**Une membre demande des informations suite à une émission télévisée sur les élevages de poules en liberté et les directives européennes réglant la détention de la volaille.** Il est rappelé les difficultés des autorités européennes à faire respecter la directive par les Etats membres. Les œufs devant obligatoirement être marqués du chiffre 0 à 3 pour indiquer le type de détention des poules pondeuses, les consommateurs ont aussi leur rôle à jouer en favorisant l'achat d'œufs mentionnant les chiffres 0 (bio) ou 1, attribués aux élevages en liberté.

**Un membre demande des informations sur ACUSA,** suite à la réception dans sa boîte aux lettres d'un journal distribué en tout ménage. Il est répondu qu'il s'agit du pendant romand de l'association alémanique VGT - Verein gegen Tierfabriken (Association contre les fabriques d'animaux).

### 3. Rapport de la Trésorerie et des Vérificateurs aux comptes

### 4. Discussion et vote des deux précédents rapports

La Trésorière fait lecture de son rapport, ainsi que Sylvie Benoît pour celui des vérificateurs aux comptes, lesquels ont aussi été contrôlés par Michèle Loisel et Oscar Appiani (voir rapport 2011 de la Trésorerie et Rapport 2011 des Vérificateurs aux comptes). Le Président annonce l'encaissement d'un legs après plus de 4 années de procédures administratives.

**Aucune question n'étant posée sur les deux rapports le Président propose de voter leurs approbations: OUI à l'unanimité.**

## 5. Admissions/Démissions

Le Président informe que Damiann Clerc assiste aux séances du Comité depuis une année. Damiann n'ayant que 16 ans, le Président propose sa nomination au Comité en tant que membre observateur, son droit de vote lui étant octroyé à sa majorité en 2013.

**Vote : Oui, à l'unanimité.**

## 6. Divers

Le Président donne ensuite la parole aux membres présents.

**Une membre demande des informations sur InterNICHE et souhaite savoir s'ils utilisent des animaux ?** Le Vice-président indique qu'InterNICHE est principalement actif pour le remplacement des animaux dans l'enseignement en milieu universitaire. A sa connaissance, aucun animal vivant ou mort n'est utilisé. Il s'agit principalement d'utilisations de modèles *in silico*.

**Oscar Appiani, Président du Refuge de Cottendarf (F.N.A.A.), remercie la Ligue pour les aides financières reçues par le passé, sans lesquelles son refuge n'aurait pas pu continuer à accueillir et placer des animaux.**

**M. et Mme Fovini remercient la Ligue pour l'envoi par mail des articles du journal trimestriel,** lequel ne peut plus être lu par Mme Fovini. Un appareil audio lui permet ainsi de se tenir informée des activités de la Ligue. Le Président les remercie pour leur participation à cette Assemblée, précisant qu'il s'agit des plus anciens membres présents.

**Le Dr Daniel Favre, représentant scientifique de la Ligue au Comité directeur du journal ALTEX, demande la confirmation du renouvellement de son mandat pour 2012.** L'Assemblée approuve à l'unanimité la poursuite de son activité.

**Avant de clore l'Assemblée Générale, le Président rend hommage à Egon Naef, membre depuis de nombreuses années du Comité national de la Ligue.** Il a activement œuvré pour le développement des méthodes remplaçant les animaux dans la recherche médicale. Il était également Président de la Fondation Naef, à l'origine de la création en mars 2009 à l'Université de Genève, de la première chaire universitaire d'enseignement des méthodes substitutives. Egon Naef est décédé en décembre 2011.

Plus aucun membre ne souhaitant prendre la parole, le Président clôt l'Assemblée Générale à 14h55 et invite les membres présents à partager un verre de l'amitié.

## Rapport 2011 de la Trésorière

Mesdames, Messieurs,

Notre dernier journal, n° 35 de mars 2012, vous a largement informés sur nos actions durant l'année 2011.

Nous remercions Mme Jonquille, qui, pour la troisième année, a géré la comptabilité et le bilan de nos comptes. Merci aussi à nos vérificateurs aux comptes pour avoir contrôlé les pièces comptables 2011.

Cette année 2011 se termine avec un bénéfice net sur nos recettes de Fr. 474'105.01. Cette somme a principalement été réalisée grâce à plusieurs legs et bien sûr grâce à nos membres et donateurs. Votre soutien nous a permis des actions comme la dénonciation pénale contre les autorités cantonales des cantons d'Argovie et de Bâle-Ville et contre l'Office vétérinaire fédéral pour avoir procédé à des expériences sur des rats pour un produit cosmétique, voir de les avoir autorisées. Tout au long de l'année 2011 nous avons également soutenu la pétition européenne, qui vise à soutenir le maintien de la date butoir de 2013 pour l'abolition de l'expérimentation animale pour des composants de produits cosmétiques. D'ailleurs, la pétition peut toujours être signée. Il y a des feuilles à la sortie de cette salle. Il y a également des copies de notre nouvelle liste des marques cosmétiques qui ne testent pas leurs produits sur des animaux.

Pour lutter efficacement contre l'expérimentation animale, l'échange d'informations et le soutien aux actions organisées par d'autres organismes antivivisectionnistes nous semble essentiel. C'est dans ce but que nous avons adhéré à la Coalition Européenne lors de sa réunion, qui s'est déroulée à Londres en mai 2011.

Cette année encore nous avons soutenu financièrement la Chaire pour l'enseignement des méthodes substitutives à l'UNI de Genève. Nous devons apporter ce soutien pendant 5 ans, ce qui veut dire qu'en 2014 cette Chaire devrait pouvoir voler de ses propres ailes.

L'aide à la stérilisation des chats errants et aux Refuges suisses en difficulté fait également partie de notre quotidien.

Au nom de nos Amis les Animaux, nous vous exprimons toute notre reconnaissance et vous disons MERCI !

Fait à Genève, le 24 mars 2012 - Maja Schmid, Trésorière

## Rapport 2011 des Vérificateurs aux Comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution du mandat qui nous a été confié, nous avons procédé au contrôle du Bilan et du Compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2011.

Nous avons aussi procédé à la vérification de la comptabilité de la Ligue Suisse contre la Vivisection et pour les Droits de l'Animal, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, en contrôlant de très nombreuses pièces justificatives et avons constaté leur concordance avec les livres comptables, lesquels sont tenus avec exactitude.

En conclusion de notre vérification, nous vous recommandons d'approuver les comptes qui sont présentés et qui se soldent, pour l'exercice 2010, par un bénéfice net de CHF 474'105.01.

Les vérificateurs aux comptes:

Oscar APPIANI, Sylvie Benoît, Michèle LOISEL

Thônex, le 24 mars 2012

## 0, 1, 2 ou 3 ? Comment choisir des œufs ?

La LSCV a édité le flyer publié (recto-verso) ci-dessous, sur la signification du marquage inscrit sur les œufs. Il est disponible en français, allemand et italien, et peut être obtenu gratuitement sur simple demande au secrétariat de la Ligue.

# 0, 1, 2 ou 3 ?

Pour reconnaître le code imprimé sur l'œuf de poule

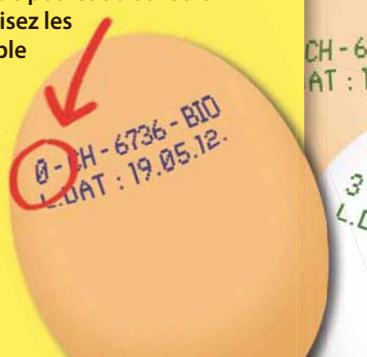
Suivez le guide

Les consommateurs décident de la détention des animaux.

En refusant la consommation d'œufs de poules au sol ou en batterie (chiffres n° 2 et 3), vous favorisez les élevages qui offrent une vie convenable aux poules pondeuses.

L'inscription d'un code indiquant le type d'élevage sur les œufs est obligatoire depuis 2004.

Il est placé avant les lettres indiquant le pays de production : « CH » pour la Suisse, « FR » pour la France etc.



œufs de poules élevées en plein air (agriculture biologique). Au moins 4 m<sup>2</sup> de terrain extérieur par poule. Alimentation biologique

œufs de poules élevées en plein air  
Au moins 4 m<sup>2</sup> de terrain extérieur par poule

œufs de poules élevées au sol  
Élevage en bâtiment, hors cage  
Maximum 9 poules par m<sup>2</sup>

œufs de poules élevées en batterie  
Élevage en cage avec 13 à 18 poules par m<sup>2</sup>



► Curia Vista - Objets parlementaires

# Deniers publics affectés aux expériences sur animaux. Accroître la transparence

Dans son intervention parlementaire n° 11.1085, la Conseillère nationale bâloise Maja Graf questionnait le Conseil fédéral sur les financements publics alloués aux expériences sur animaux en Suisse, et demandait plus de transparence sur l'octroi de ces fonds.

Maja Graf rappelait que près de la moitié des animaux (275'252 sur les 761'675 utilisés en 2010) l'ont été par nos universités, hôpitaux et Ecoles polytechniques fédérales :

*« En résumé, on peut dire que, manifestement, plusieurs centaines de millions de francs provenant de la poche du contribuable sont affectés à des expériences sur animaux et à des animaleries dans les universités, sans qu'il y ait la moindre transparence à ce sujet. Ce qui est en outre choquant, c'est que les animaleries soient essentiellement financées par des deniers publics, alors qu'on sait que les conditions de détention des animaux de laboratoire sont nettement plus mauvaises que celles que la législation impose pour les animaux domestiques. Il est tout aussi choquant que l'argent du contribuable soit utilisé pour des élevages d'animaux génétiquement modifiés, quand on sait qu'ils suscitent la controverse. A titre de comparaison, seul un montant approximatif de 400 000 francs est affecté chaque année à la promotion des méthodes de substitution et des méthodes autres que les expériences sur animaux. »*

## Coût annuel des animaleries universitaires et EPF : 83 millions

Dans sa réponse du 9 décembre 2011, le Conseil fédéral indiquait que sur la base d'un audit du Contrôle fédéral des finances effectué en 2009, concernant 39 projets de recherche incluant des expérimentations animales, « le coût global de la détention d'animaux est estimé à 82 millions de francs, dont la Confédération assume directement 33 millions sur les contributions aux EPF et aux universités, tandis que le reste (25 millions) est couvert par les cantons, par des fonds de recherche compétitifs et d'autres fonds de tiers.»

Sauf que 33 et 25 millions font 58 et que dans ce décompte, on ignore l'origine des 24 millions restant. Cela voudrait-il dire que nos universités financent sur leurs fonds propres ce montant ? Les étudiants qui voient régulièrement leurs taxes d'écolage augmenter apprécieront. D'une manière générale, les contribuables suisses pourront aussi apprécier que 83 millions sont affectés à la seule détention des animaux dans les laboratoires de nos hautes écoles.

## Des fonds publics utilisés en grande partie pour financer des expériences inutiles et les salaires de chercheurs

Le Conseil fédéral poursuit, rappelant que 92% des animaux ont été utilisés pour des projets de recherches fondamentales, à savoir des études qui n'ont pas pour objectif de permettre l'élaboration de nouveaux traitements. En clair, on se pose une question et ont tenté d'y répondre. Savoir si la réponse a un intérêt est une toute autre question. Des milliers d'études sont ainsi financées, générant des milliers de publications scientifiques dont personne ne saura trop que faire.

Malgré tout, la vivisection reste le graal des chercheurs. « En recherche fondamentale libre, le FNS a octroyé des subsides annuels en 2008 à 488 projets et en 2009 à 521 projets ayant fait appel à des expérimentations animales (pour des montants totaux respectifs de 74,8 millions et de 76,2 millions de francs). Une grande partie de ces moyens financiers (49,7 millions de francs en 2008, 52,8 millions de francs en 2009) a été affectée aux salaires, principalement de docteurs et de jeunes universitaires. Le montant restant se répartissait entre les voyages, les appareils, le matériel de laboratoire et les coûts des animaleries et des expérimentations animales. »

## Production d'œufs en Suisse

En 2011, 750 millions d'œufs ont été produits en Suisse. 85% des œufs en coquille achetés dans notre pays, provenaient d'élevages suisses. Mais dans les produits dérivés entrant dans les préparations industrielles, la production suisse tombe à 52 %. Le reste se compose principalement d'œufs bon marché, provenant d'élevages en batteries et issus de l'union européenne.

La Suisse compte 12'000 détenteurs de poules, détenant 2,3 millions de pondeuses. 300 élevages détiennent 2000 à 18'000 poules, qui est le maximum autorisé selon la législation suisse. La législation européenne ne limite pas les élevages, certaines usines détiennent plus d'un million de volailles. La détention en batterie est interdite en Suisse.



Plus de 85% des animaux bénéficient du label SST de la Confédération, délivré en cas de conditions de détentions supérieures à celles fixées par la législation. 70 % ont accès à un pâturage toute l'année. Les œufs sont les produits les plus consommés de la gamme bio en Suisse.



Info : Ligue suisse contre la vivisection - [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
T + 41 (0)22 349 73 37 admin@lscv.ch





## Coûts d'investissements prévus pour les animaleries de 2009 à 2013 : 65,5 millions de francs

Malgré le coût astronomique budgétaire, le Conseil fédéral reconnaît ne pas avoir idée de ce qui se passe dans les animaleries. La raison en est assez simple : « *Bien que toutes les animaleries et tous les élevages d'animaux de laboratoire soient soumis à autorisation, il n'existe actuellement aucun registre central indiquant le nombre d'animaleries autorisées et les espèces animales qui y sont gardées.* »

## Méthodes substitutives : Le Conseil fédéral content de lui

« *Un sondage sur l'utilisation de cultures cellulaires, actuellement la principale méthode de substitution aux expérimentations animales, montre que les chercheurs travaillent aujourd'hui souvent en application du principe des 3R (refine, reduce, replace; en français: améliorer, réduire, remplacer). Sur 101 projets soutenus par le FNS au printemps 2010 dans le domaine de la recherche biomédicale, 60 projets comportent des travaux avec des cultures de cellules, tandis que 53 prévoient des expérimentations animales. La majorité de ces 53 projets comportant des expérimentations animales combine les deux approches ou les applique de façon complémentaire* » annonce le Conseil fédéral.

En réalité, le FNS (Fonds national suisse pour la recherche scientifique), reconnaît ne financer aucun projet visant le développement de nouvelles méthodes substitutives, estimant qu'il ne s'agit pas d'une voie de recherche visant « l'excellence ». Effectivement. Les experts du FNS chargés de décider quels projets doivent être soutenus ou jetés à la corbeille vivent, dans leur majorité, de l'expérimentation animale. Il serait surprenant qu'ils déclarent « l'excellence » d'une voie qui les mettrait rapidement au chômage.

Dans les faits, les chercheurs qui obtiennent des subsides du FNS pour leurs recherches *in vitro* sont des chercheurs qui ne remettent pas en cause l'ordre établi. La plupart du temps, l'utilisation de cultures de cellules provient d'animaux tués en vue de ces études, le support *in vitro* étant tout simplement moins cher à l'utilisation. Pour finir, les projets in vi-

tro financés par le FNS ne sont souvent que la partie préliminaire de l'étude, laquelle se poursuivra ensuite sur des animaux, faisant l'objet d'un deuxième subside.

## Fondation Recherche 3R : Experte dans le néant

Une fois de plus, le Conseil fédéral loue l'activité de la Fondation Recherche 3R, créature hybride de la Confédération et des entreprises pharmaceutiques suisses. L'article 22 de la loi sur la protection des animaux (LPA) exige pourtant de la Confédération qu'elle soutienne le développement des méthodes substitutives. Soutien dont elle se débarrasse

## Un système qui roule

Dans la recherche publique, la vivisection est un système de fonctionnement. Avant de viser l'élaboration de nouveaux traitements médicaux, ce système contribue à la carrière et aux salaires des chercheurs qui en sont les bénéficiaires. Il s'agit d'un énorme gaspillage de ressources, d'une honte en regard des souffrances inutiles infligées aux animaux. Tant que le public ne prendra pas conscience de ce système de fonctionnement, il pourra toujours avaler les informations continuellement rabâchées de type « l'utilisation d'animaux est essentielle pour la recherche » ou « sans animaux, pas de progrès médicaux possibles ».



L'expérimentation animale n'est pas une nécessité scientifique, mais un système permettant à une poignée de chercheurs de vivre royalement aux frais des contribuables. Les progrès médicaux attendront.

en allouant environ 400'000 francs par année à cette Fondation, laquelle a soutenu 7 projets en 2010. En comparaison des 1'197 nouvelles expérimentations animales autorisées durant la même période, c'est assez misérable. Et devant le ridicule du montant en regard des centaines de millions alloués à l'expérimentation animale, le Conseil fédéral conclue en écrivant : « *D'autres données sur le financement de la recherche et développement dans le domaine 3R en dehors des activités financées par la fondation ne sont pas disponibles.* »

Gros mensonge, mais qui s'en souciera ? D'autres données ne sont pas disponibles tout simplement parce qu'il n'y a pas d'autres soutiens aux méthodes substitutives en Suisse.

**Nous avons besoin de chercheurs qui étudient les maladies humaines sur du matériel humain, qu'il s'agisse de tissus, cellules ou autres données *in silico*.**  
Des chercheurs qui étudient pour la millième fois sur des souris la protéine X au motif que les 999 études précédentes font état de résultats contradictoires, n'ont aucun intérêt.

Nos impôts ne devraient pas avoir pour vocation de leur assurer rentes de situation et salaires confortables jusqu'à leurs retraites.

## Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Auf den Seiten 18 und 19 dieser Zeitung finden Sie das Protokoll der Generalversammlung der Liga vom 24. März 2012 sowie die Berichte der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüfenden.

**Darüber hinaus veröffentlichen wir ein Dossier zum aktuellen Stand der Tierversuche für Kosmetika,** der recht erschreckend ist. Da ist der Spleen der China veranlasst, einen Rückschritt um zehn Jahre zu machen und für alle auf seinem Gebiet vertriebenen Produkte Tierversuche als obligatorisch zu erklären. Da ist die Europäische Heuchelei mit welcher die Europäische Kommission verspricht, fünfzig Millionen Euro in die Entwicklung von Alternativmethoden zu stecken um die letzten bewilligten Tierversuche einstellen zu können. In Tat und Wahrheit dienen diese Gelder aber dazu, die Stammzellenforschung zu unterstützen. Da ist die Geschäftsmacherei der Schweiz die erklärt, der Einsatz von Tieren zur Entwicklung von Kosmetika sei illegal, gleichzeitig aber solche Tests erlaubt, um ihre Firmen zu fördern.

Was die Tierversuche zur Entwicklung von Kosmetikprodukten anbelangt, zeichnet sich somit noch lange kein Ende ab. Dies ist umso trauriger, da sich die meisten Konsumentinnen und Konsumenten klar gegen eine Herstellung von Schönheitsprodukten aussprechen, welche für die Tiere mit Leiden verbunden ist. Die Unterstützung von Kosmetikherstellern, die sich verpflichten, keine Tierversuche durchzuführen, ist somit aktueller denn je.

**Bezüglich unserer Strafanzeige, die wir gegen die Bundesbehörde sowie die Kantone Basel-Stadt und Aargau eingereicht haben, weil diese Toxizitätstests für Kosmetika bewilligten, scheinen die Mühlen der Verwaltung mehr oder weniger schnell zu mahlen.** Die Aargauer Staatsanwaltschaft hat offensichtlich keine Eile, sich mit der Anzeige zu beschäftigen. Die Behörden der Kantone Basel und Aargau gehen hingegen davon aus, der Fall sei zufriedenstellend geregelt. Sie wollen in Ruhe gelassen werden. Ihre Veterinärämter beriefen auf die Schnelle ihre Kommission ein. Ihre Mitglieder sprachen sich rückwirkend „mehrheitlich“ für ein positives Gutachten aus. Da fünf der acht Kommissionsmitglieder aus Hochschul- oder Pharmakreisen stammen, war es nicht allzu schwierig, eine solche Mehrheit zu erlangen.

Dieser Fall hat uns dazu bewogen, die Funktionsweise der kantonalen Kommissionen und Behörden genauer unter die Lupe zu nehmen. Obwohl die Lage in Basel inakzeptabel ist, sieht es in verschiedenen anderen Kantonen nicht besser aus. Die schlimmsten Verhältnisse herrschen im Kanton Tessin. Dieser hat mit Zustimmung der Bundesbehörden ein System eingeführt, das hemmungslos gegen die Gesetzgebung verstößt. In der Folge sollten neue Strafanzeigen eingereicht werden. In der nächsten Ausgabe unserer Zeitung werden wir ein entsprechendes Dossier veröffentlichen.

In der Zwischenzeit wünschen wir Ihnen allen einen schönen Sommer und grüssen Sie herzlich.

Der Vorstand

► 25. April 2012 – Medienmitteilung

# Schliessung des Standortes von Das Ende des Tiermodells in der

Fortsetzung von S. 1

Die am 24. April 2012 erfolgte plötzliche Mitteilung, der Standort von Merck Serono in Genf werde geschlossen, löste heftige Emotionen aus. Die Massenentlassung dürfte die 1'250 Angestellten des Standortes betreffen. 750 Stellen sollen an andere Standorte des Pharmaunternehmens in Deutschland, den Vereinigten Staaten und China verlegt werden.

Diese Umstrukturierung, die das drittgrösste Schweizer Pharmaunternehmen betrifft, ist nicht nur ein menschliches Drama. Es stellt sich auch die Frage, wie aussagekräftig denn die von Merck Serono betriebene Forschung ist. In Tat und Wahrheit macht das Labor nämlich seit Jahren durch keinerlei Innovationen von sich reden. Jedes Jahr werden jedoch Hunderttausende von Molekülen gescreent. Dutzende davon werden an Tieren in den Bereichen wie z.B. neurodegenerativer Erkrankungen oder Entzündungskrankheiten getestet. Jedes Jahr werden Dutzende neuer Versuche durchgeführt, bei denen Zehntausende von Tieren eingesetzt werden. Die meisten Versuche sind für die Tiere mit starken Leiden verbunden, ohne dass die Verabreichung von Schmerzmitteln sie lindern könnte.

Schliesslich hat sich gezeigt, dass all diese Versuche sinnlos waren. Im Jahr 2006 verkaufte Ernesto Bertarelli der deutschen Pharmagruppe Merck für über zehn Milliarden Euro eine – fast – leere Hülle. Somit stellt sich die Frage, warum sie sich von einer derart geringen Innovationsfähigkeit ködern liess.

## Interpharma – eine Windfahne

Interpharma, der Dachverband der Schweizer Pharmaunternehmen, nutzt den Umstrukturierungsplan, um in einer Medienmitteilung auf die für klinische Versuche erforderlichen Verfahren oder die Verspätungen bezüglich der Bewilligung hinzuweisen, neue Medikamente auf dem Markt zuzulassen. Dabei erhält die medizinische Forschung keinerlei Auftrieb, nur weil neue überflüssige Therapien oder solche mit schädlichen Nebenwirkungen auf dem Markt zugelassen werden. Wie Interpharma stecken die meisten Pharmaunternehmen in einer Sackgasse, bei der kein Ende in Sicht ist. Dass es der Forschung an Innovationsfähigkeit mangelt, zeigt sich daran, dass bereits bestehende therapeutische Moleküle in einer neuen Formel recycelt und mit einer neuen Aufmachung vertrieben werden.



# Merck Serono in Genf: medizinischen Forschung?

## Das Scheitern von Merck Serono – eine Chance für eine effizientere medizinische Forschung

Nach jahrelanger vergeblichen Versuchen mit Hunderttausenden von Ratten, Mäusen und anderen Tieren wäre es nun für die Forschung im Genferseegebiet an der Zeit, sich endlich auf die Verwendung von menschlichem Material auszurichten, um menschliche Krankheiten zu untersuchen. Angesichts der Nähe grosser Spitälerkomplexe, die jedes Jahr aus „ethischen“ Gründen Tonnen von menschlichem Gewebe verbrennen, das von Biopsien oder Operationen stammt, stellt die Nichtverwendung solcher Ressourcen eine echte Verschwendug dar.

Die Schliessung von Merck Serono in Genf bietet die Gelegenheit, ein Kompetenzzentrum zur Entwicklung neuer, innovativer Methoden in der medizinischen Forschung aufzubauen, die zuverlässiger sind als die Verwendung von Tiermodellen.



Der Genfer Regierungsrat hat, nachdem er für seine Laschheit bei der Bekanntgabe der bevorstehenden Massenentlassungen angegriffen wurde, beteuert, dass er von der Schliessung von Merck genauso überrascht war. In Wirklichkeit wusste er über die Restrukturierungsprojekte der Firma seit mehreren Monaten Bescheid. Wie kann man der Öffentlichkeit erklären, dass Merck Serono seinen Genfer Sitz schliesst, weil die Firma trotz der investierten Milliarden keine Innovationen auf den Markt bringt? Eine Antwort hat der Regierungsrat noch nicht gefunden.



Mit dem Verkauf seiner Firma vor dem Untergang ist Bertarelli ein gutes Geschäft gelungen.

Tierversuche wurden in den unteren Gefilden des Genfer Unternehmens weitergeführt. An tausenden von Tieren wurden künstlich Krankheiten hervorgerufen die mit schrecklichen Schmerzen verbunden waren. Und das für eine veraltete und unbrauchbare Forschung!

### IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuchs. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

**Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 gm<sup>2</sup>. **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.**

Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**  
**IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX**

## Wanderbus der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Seit März 2011 ist ein Bus der Liga in der ganzen Schweiz unterwegs, um Informations-Standaktionen durchzuführen. Für die Planung und Organisation der Stände ist Achim Z' Brun zuständig. Zögern Sie nicht und nehmen Sie an den Standaktionen teil, die in Ihrer Region stattfinden. Achim wird sich über Ihre Hilfe sehr freuen!



Wenn Sie möchten, dass in Ihrer Nähe eine Standaktion stattfindet, macht sich Achim auf Anfrage zu Ihnen auf. Dies unter der Voraussetzung, dass Sie ihn bei der entsprechenden Standaktion unterstützen. In einem solchen Fall rufen Sie einfach an und vereinbaren ein Datum. Achim wird sich um das administrative Vorgehen kümmern (Antrag auf Bewilligung, Gebühren usw.) und das Material mitbringen. Der im Wallis wohnhafte Achim spricht Deutsch und Französisch.

Sind Sie interessiert oder haben Sie Fragen? Dann wenden Sie sich an unser Büro.

**Die nächsten Standaktionen finden an folgenden Orten und Daten statt:**

**Sa 16.06.2012 Thun**

**Sa 30.06. 2012 Baden**

**Sa 14.07.2012 Solothurn**

**Sa 28.07.2012 Olten**



# Tierversuche für die Entwicklung und Herstellung von Kosmetikprodukten

## Die aktuelle Lage

Bis anhin erarbeiteten nur England (1997) und anschliessend die Europäische Union (EU) eine Gesetzgebung, welche die Verwendung von Tieren für die Herstellung von Kosmetikprodukten verbot. Gemäss der Europäischen Kosmetikrichtlinie ist es seit September 2004 verboten, „Endprodukte“ an Tieren zu testen. Tierversuche für Inhaltsstoffe, die bei der Zusammensetzung von Produkten verwendet werden, sind seit dem 11. März 2009 verboten. Eine Ausnahme stellen einzig drei Toxizitätstests dar, für welche die Frist bis im März 2013 verlängert wurde.

Bis 2004 wurden in Europa jedes Jahr rund 40'000 Tiere verwendet, um Kosmetikprodukte zu testen. Anschliessend ging ihre

Zahl allmählich zurück. Gemäss den europäischen Tierversuchsstatistiken, die für das Jahr 2009 veröffentlicht wurden, verwendeten Frankreich und Spanien für Kosmetika 344 Nagetiere und Kaninchen.

In allen anderen Ländern sind die Versuche immer noch erlaubt. Jedes Jahr verwendet die Kosmetikindustrie Hundertausende von Tieren. In China sind Tierversuche sogar obligatorisch – dies unabhängig davon, ob anerkannte Ersatzmethoden bestehen oder nicht. Alle Hersteller, die ihre Produkte in China absetzen möchten, sind verpflichtet, neue Tierversuche vorzunehmen, auch wenn ihre Produkte seit vielen Jahren international vertrieben werden.



## 2010 führte die Schweiz trotzdem Tierversuche für Kosmetika durch

Am 7. Juli 2011 wurde die Tierversuchsstatistik 2010 vom BVET publiziert. Darin konnte man lesen: «Erstmals seit langem wurden 2010 für Tests im Bereich Kosmetika wieder Tiere eingesetzt». Gemäss den Aussagen vom BVET handelt es sich um Versuche an Ratten für die Festlegung der Giftigkeit eines neuen UV-Filters und die vom Kanton Aargau bewilligt wurden. Die Bewilligung läuft bis 2013.

Auf die Legalität dieser kosmetischen Versuche angesprochen, antwortete das BVET am 23. August 2011: «Das schweizerische Tierschutzgesetz ist weltweit eines der besten. Tierversuche sind darin streng reglementiert. Jeder Tierversuch wird von einer kantonalen Kommission begutachtet. Die Forscher müssen beweisen, dass der Nutzen für die Gesellschaft grösser ist als die den Tieren während der Versuche zugefügten Schmerzen. Die Tatsache, dass mehrere Instanzen an einer Bewilligung beteiligt sind, gewährleistet die gegenseitige Kontrolle».



Hasen und Nagetiere sind die für kosmetische Tests am meisten benutzten Tiere

## Inhaltsstoffe für Kosmetika, die aus medizinischen Versuchen hervorgehen

Diese „strenge“ Gesetzgebung lässt sich jedoch recht leicht umgehen. Zahlreiche Kosmetikprodukte enthalten Inhaltsstoffe, die im Rahmen medizinischer Versuche entwickelt wurden. Da es sich dabei nicht um deklarierte Tierversuche für Substanzen handelt, die zu Kosmetikzwecken dienen, erhalten die Labors die erforderlichen Bewilligungen.

Nachforschungen ergaben, dass sowohl die kantonalen Behörden als auch das BVET das Verwaltungsverfahren missachtet haben, indem sie eine Bewilligung für die Ausführung dieser Toxizitätstests erteilten.

Noch schlimmer ist jedoch die Tatsache, dass die Versuche wahrscheinlich nicht dem unter Art. 17 TsChG erwähnten „unerlässlichen Mass“ entsprechen. Die Behörden scheinen nicht überprüft zu haben, ob die Entwicklung des neuen UV-Filters von wissenschaftlichem Interesse ist.

Die SLGV erstattete Strafanzeige gegen die erwähnten Versuche (siehe Märzausgabe 2012 unserer Zeitung).

## Die Lage in der Schweiz

Am 31. August 2006 gaben anlässlich des Vernehmlassungsverfahrens zur revidierten Tierschutzverordnung (TSchV) 24 Schweizer Tierschutzorganisationen – darunter auch die SLGV – eine gemeinsame Stellungnahme ab. Sie forderten insbesondere, das Verbot von Tierversuchen für die Entwicklung von Kosmetikprodukten sei eigens zu erwähnen. Es wurde auf die Bedeutung hingewiesen, ein Verbot zu erlassen, das der Europäischen Richtlinie entspricht, welche solche Tierversuche seit 2004 verbietet. Durch eine Aufnahme des europäischen Verbots im Schweizer Recht liesse sich verhindern, dass die europäischen Unternehmen in Schweizer Labors Versuche in Auftrag geben, die in ihren Ländern verboten sind. Noch schlimmer wäre es, wenn die europäischen Unternehmen ihre Aktivitäten im Zusammenhang mit Tierversuchen in die Schweiz verlagern würden.

Das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET), welches vom Bundesrat mit der Umsetzung der TSchV beauftragt war, die im September 2008 in Kraft trat, lehnte das geforderte Verbot ab.

Das BVET berief sich unter anderem darauf, die neue Tierschutzgesetzgebung sei sehr streng und würde die Verwendung von Tieren für die Herstellung von Kosmetikprodukten ausschliessen. Gemäss dem BVET entsprechen diese Versuche nicht dem „unerlässlichen Mass“, wie es unter Art. 17 des Tierschutzgesetzes (TSchG) erwähnt wird.

- An Tieren getestete Kosmetikprodukte

# Europa im Hintertreffen

August 2009 – Anlässlich des 7. World Congress on Alternatives & Animal Use in the Life Sciences (WC7) in Rom wurde lauthals verkündet, ein Spezialfonds in der Höhe von fünfzig Millionen Euro solle dazu dienen, Alternativmethoden zu entwickeln, die erforderlich sind, da die drei letzten Tierversuche ab März 2013 verboten würden<sup>1</sup>.

Der Fonds soll hauptsächlich der Forschung über die „systemische Toxizität bei wiederholter Einnahme“ zugute kommen, welche die Giftigkeit einer Substanz bei längerer Verabreichung berechnen soll.

Der Fonds wird zu gleichen Teilen von der Europäischen Kommission und von Colipa<sup>2</sup>, dem Europäischen Verband der Kosmetikhersteller, finanziert. Er soll ermutigende Perspektiven zur Entwicklung von Alternativen zu in-vivo-Tests bieten. Die Forscherteams, die eine Finanzierung beantragen, sollten sich an folgende Richtlinien halten:

- Entwicklung von Systemen zur Organimulation;
- Verwendung von Zielzellen, die auf menschlichen Zellen beruhen;
- Festlegung neuer Grenzwerte der toxikologischen Auswirkung und Zwischenmarkern;
- Techniken der in-silico-Modellierung;
- Nutzung von Ansätzen, die in der Systembiologie entwickelt werden, sowie integrierte Analyse der Daten und wissenschaftlichen Dienste.

Zulässig waren nur Projekte, die keine Versuche an lebenden Tieren bedingen. Darüber hinaus sollten die Resultate nicht nur für die Kosmetikindustrie, sondern auch für die chemische und pharmazeutische Industrie von Interesse sein. Also ein ausgezeichnetes Projekt dessen Reichweite die Kosmetikrichtlinie überragt, richtet es sich doch auch an die obligatorischen Testverfahren die Hunderttausende von Tieren betreffen, wie z.B. jene die unter das Reglement von REACH<sup>3</sup> fallen.

August 2011 – Weniger gross ist die Begeisterung, als Colipa am 8. World Congress on Alternatives & Animal Use in the Life Sciences (WC8) in Montreal seine Vorstösse vorstellt.

Die sieben durch den Fonds finanzierten Projekte mit der Bezeichnung „Towards the replacement of repeated dose systemic toxicity testing in human safety assessment“ starteten erst im Januar 2011. Während im Jahr 2003 bereits feststand, dass solche Tests künftig verboten sind, erfolgte die Lancierung erst im Jahr 2009, was die Entwicklung tierversuchsfreier Forschungsmethoden bis 2013 praktisch unmöglich. Zudem läuft die Frist für die Arbeiten im Rahmen der ausgewählten Projekte, an denen über siebzig europäische Universitäten und private Institutionen beteiligt sind, erst im Jahr 2015 ab. De facto bedeutet dies, dass eine

Lösung ab dem Jahr 2013 gar nicht in Betracht gezogen wurde. Eine weitere Überraschung stellt die Tatsache dar, dass die Projekte hauptsächlich auf Stammzellen ausgerichtet sind. Dieser Forschungsbereich ist von einer sehr starken Konkurrenzsituation geprägt, im Rahmen derer die Vereinigten Staaten allmählich ihren Einfluss spielen lassen. Dass Stammzellen für die medizinische Forschung von Interesse sind, ist bereits bewiesen. Bei den Toxizitätstests sieht die Lage anders aus, da sich die Differenzierung der in-vitro-Zellen nur schwerlich induzieren und kontrollieren lässt. Zudem verfügen Stammzellen im Allgemeinen weder über die Morphologie noch die Funktion der Zielorgane. Künftig wird für diese Probleme wohl eine Lösung gefunden werden – kurzfristig ist dies aber sicher nicht der Fall.

Im Gegensatz dazu stehen gewisse Technologien, welche die Nachbildung menschlicher Gewebe ermöglichen, bereits zur Verfügung. Es handelt sich dabei beispielsweise um in-vitro-Nachbildungen menschlicher Haut, Hepatozyten-Kulturen, Lungengewebe oder 3D-Augenmodelle. Einige dieser Modelle menschlicher Gewebe sind in der Kultur mehrere Monate haltbar und ermöglichen somit die Durchführung von Tests zur chronischen Toxizität. Somit ist es noch viel unverständlicher, dass Forscherteams, die bereits mit einer fortgeschrittenen Technologie aufwarten, gegenüber einer noch unsicheren Methode das Nachsehen hatten. Die Entwicklung einer Methode ist ein Aspekt, ihre Validierung ein anderer. Damit eine Methode in einem reglementarischen Verfahren verwendet werden kann, muss sie einem mehrjährigen Validierungsprozess unterzogen werden. So dauerte es beim Episkin-Labor beispielsweise zehn Jahre, bis die zuständige Behörde, das Europäische Zentrum zur Validierung alternativer Methoden (ECVAM), einen Zelltstest für gereizte Haut validierte.

Das Ziel bestand somit offensichtlich nicht darin, in Hinblick auf das Jahr 2013 tierversuchsfreie Methoden zu entwickeln. Vielmehr wurden Eigeninteressen unterstützt, indem die europäische Forschung gegenüber der internationalen Konkurrenz begünstigt wurde, in einer Domäne wo man einen erheblichen Rückstand befürchtete. Das mangelnde Bestreben,

die europäische Zielsetzung in der Kosmetikbranche zu respektieren, ist aus dem «Bericht über die Entwicklung, Validierung und rechtliche Anerkennung von Alternativmethoden für Tierversuche im Bereich kosmetischer Mittel» der Kommission an das europäische Parlament vom 13. September 2011 klar ersichtlich.

## «Gemäss den Experten wird die Entwicklung einer Versuchsstrategie über zehn Jahre dauern»

Angesichts der Schlussfolgerungen des Expertenteams, welches die Situation analysieren und einen realistischen Zeitplan erstellen sollte, teilte die Kommission bereits mit, die Fristen könnten nicht eingehalten werden. Das Gremium schien darüber nicht allzu beunruhigt zu sein. Die EU dürfte für gewisse Tests bestenfalls in den nächsten fünf Jahren, bei anderen hingegen in sieben, zehn oder fünfzehn Jahren über Alternativmethoden verfügen. In ihrem Bericht stellt die Kommission fest: „Die Kommission prüft alle Optionen und entscheidet dann auf der Grundlage dieser Folgenabschätzung, ob sie dem Europäischen Parlament und dem Rat in Bezug auf die Umsetzungsfrist 2013 einen Vorschlag unterbreiten wird“. Der weitere Verlauf ist bekannt. Das Europäische Parlament dürfte eine Verschiebung des Verbots auf 2023 demnächst gutheissen.

Fussnoten:

<sup>1</sup> Die europäische Kosmetikrichtlinie verbietet seit 2009 Tests an Tieren. Ausgenommen sind einzige Tests zur chronischen Toxizität, Reproduktionstoxizitätstests und toxisokinetische Tests, für die eine Übergangsfrist gilt. Solche Tests sind ab dem 11. März 2013 verboten.

<sup>2</sup> Colipa, seit Januar 2012 „Cosmetics Europe“

<sup>3</sup> Das Reglement Reach trat im Juni 2007 in Kraft. Es zwingt die chemischen Industrien dazu, insbesondere durch Tierversuche die Unschädlichkeit der Produkte zu beweisen, die seit 1981 auf dem Markt zugelassen sind und immer noch verkauft werden.



## Unterzeichnen Sie die Petition gegen Kosmetik, die an Tieren getestet wurde

Die im Frühjahr 2011 von der ECEAE lancierte Petition fordert das Europäische Parlament dazu auf, die Verschiebung des Verbots der letzten erlaubten Tierversuche für Kosmetikprodukte auf das Jahr 2023 abzulehnen. Die Petitionsfrist, die zuerst auf Herbst 2011 festgelegt wurde, wurde verlängert und bleibt aktuell, bis die Abstimmung in die Traktandenliste der europäischen Abgeordneten aufgenommen wird. Dies dürfte bis im Sommer 2012 der Fall sein. Bitte unterstützen Sie die Petition auch weiterhin und sammeln Sie Unterschriften. Bis anhin wurden bereits 176'000 Unterschriften gesammelt. Jede Unterschrift zählt! Die Petition kann auch online unter [www.nocruelcosmetics.org/](http://www.nocruelcosmetics.org/) unterzeichnet werden.

- An Tieren getestete Kosmetikprodukte

## China macht einen Rückschritt um zehn Jahre

Bestürzt nahmen wir im Herbst 2011 die Nachricht zur Kenntnis, dass China für alle auf seinem Gebiet vertriebenen Kosmetikprodukte die Durchführung von Tierversuchen anordnete. Weshalb fordert dieser Staat Tests, die für den Vertrieb auf den europäischen oder amerikanischen Märkten bereits durchgeführt wurden?

In einem Land, das häufig wegen gesundheitsschädigenden Skandalen von sich reden macht und wo sich nachgeahmte und gefälschte Produkte den Markt teilen, ist dieses Infragestellen internationaler Normen unverständlich, auch in Betracht der irrwitzigen Kosten. Wer bezahlt solche Versuche und welche Tests werden durchgeführt? Diesbezüglich liegen keinerlei Informationen vor. Die gesammelten Elemente lassen aber das Schlimmste erahnen und bestätigen, dass Tierversuche durchgeführt werden. Glücklicherweise wird China seine Bestimmungen wahrscheinlich demnächst ändern. Dies erfolgt nicht etwa, weil die chinesischen Konsumentinnen und Konsumenten Druck ausüben. Sie haben im Allgemeinen wenig Verständnis für das Schicksal der Tiere. Massgeblich sind vielmehr die hohen Kosten, die mit solchen Tests verbunden sind.

Während in der EU und den meisten Industriestaaten zahlreiche in-vitro- oder in-silico-Verfahren durchgeführt werden, die günstiger und beliebig wiederholbar sind, sind die in-vivo-Tests langwierig und teuer, und auf jeden Fall eine Absurdität. Absurd ist auch der „Fünfjahresplan“, den die chinesischen Behörden vor kurzem erarbeitet haben. Dieser zielt darauf ab, rund ein Dutzend Alternativmethoden anzuwenden, die international bereits als gültig erklärt wurden. Diese Methoden möchte China nun selber anwenden. Die chinesischen Forscher sind jedoch nicht fähig, die Verfahren selber durchzuführen. Im Rahmen eines zweijährigen Ausbildungsmoduls soll ihnen deshalb das notwendige Know-how beigebracht werden. Um die Kenntnisse zu beschleunigen, sind auf Alternativmethoden spezialisierte Organisationen, wie z.B. die IIVS (Institute for In Vitro Sciences), auf die Chinesischen Behörden zugegangen. Die Zusammenarbeit scheint Früchte zu tragen, da vor Ende 2012 mit der Anerkennung einer ersten Ersatzmethode gerechnet werden darf.

## Keine Zulassung chinesischer Kosmetika auf dem europäischen Markt

Eine weitere Tatsache sollte China dazu bewegen, die eigene Politik bezüglich Tierversuche zu überdenken. Gemeint ist ein mögliches Verbot von chinesischen Kosmetikprodukten auf dem europäischen Markt. Die Europäische Kosmetikrichtlinie verbietet seit 2004 den Import von Kosmetik, die an Tieren getestet wurde. Die Bestimmung gilt auch für Inhaltsstoffe oder die Kombination von Inhaltsstoffen des Produkts. Ausnahmen stellen einzig drei letzte Tests dar, die bis 2013 durchgeführt werden dürfen. Somit ist es wahrscheinlich, dass sich die Lage in China in den nächsten Monaten positiv entwickeln wird.

## Erstellung der Listen tierversuchsfreier Kosmetika

Die Erstellung einer Liste tierversuchsfreier Kosmetika ist immer problematisch, wenn sich nicht vertraglich gewährleisten lässt, dass ein verzeichnetes Unternehmen auch tatsächlich auf Tierversuche verzichtet.

Die meisten Kosmetikhersteller scheuen vor keinen Mitteln zurück, um Kunden zu gewinnen. Sie behalten Informationen für sich, machen falsche Angaben über die Herkunft verwendeter Substanzen usw. In diesem Bereich scheint es keine Grenzen zu geben, um weitere Marktanteile zu erwerben. Dass sich ein (kleiner) Teil der Bevölkerung für die Anliegen der Tiere einsetzt und Kosmetika bevorzugt, die nicht an Tieren getestet wurde, scheint für diese Hersteller kein Problem zu sein. Ihre Kosmetika werden einfach zu „nicht an Tieren getesteten“ Produkten.

Wenn eine Marke sich nur damit röhmt, ihre „Endprodukte nicht an Tieren zu testen“, kann mit 100%-iger Sicherheit angenommen werden, dass dies für die Inhaltsstoffe nicht zutrifft. Wenn sie behauptet, auch bei den Bestandteilen ihrer Produkte auf Tierversuche zu verzichten, dann gibt sie diese Tests meist an andere Labors weiter, sofern sie nicht eine eigene Filiale mit der Durchführung solcher Versuche beauftragt. Andere Labors, die weder Tests vornehmen, noch diese anderweitig in Auftrag geben, kaufen oft neue, an Tieren getestete Substanzen, sobald diese auf dem Markt zugelassen sind.

### Erklärungen der Hersteller von Kosmetikprodukten: Welche Kontrolle?

Im Jahr 2005 aktualisierten wir unsere Liste der tierversuchsfreien Kosmetika. Hunderte von Schreiben wurden an Hersteller

versandt. Ein beigelegter Fragebogen sollte ausgefüllt und unterschrieben an uns retourniert werden.

Die Verantwortlichen des Kundendienvates verschiedener Marken liessen uns die „offizielle“ Stellungnahme ihrer Direktion zukommen, die selbstverständlich Tierversuche ablehnten. Sie behaupteten, nicht das „Recht“ zu haben, Fragebogen wie den unseren zu beantworten. Andere Marken, z.B. Clarins, sandten uns den Fragebogen voll falscher Informationen zurück, versicherten aber gleichzeitig, keinerlei Tierversuche durchzuführen! Schliesslich setzten wir rund zwanzig Marken auf unsere neue Liste.

In einem unterzeichneten Dokument bestätigten die Hersteller, sowohl bei der unter dem Markennamen verkauften Kosmetika als auch bei den verwendeten Inhaltsstoffen auf Tierversuche verzichtet zu haben. Die Zusammensetzung der Produkte, welche die entsprechenden Marken herstellen, darf keinerlei Substanzen enthalten, die in den letzten fünf Jahren an Tieren getestet wurde. Dies soll aber keineswegs bedeuten, dass die Verwendung von Substanzen, die vor mehr als fünf Jahren getestet wurden, akzeptabel ist. Vielmehr geht es darum, die Erklärungen der Hersteller kontrollieren zu können.

Ab dem Jahr 2000 machte die Europäische Union verschiedene Datenbanken öffentlich zugänglich. Bei Nachforschungen zu Substanzen liess sich – sofern die Regist-

## Tatsächlich tierversuchsfreie Kosmetika gibt es nicht

In Tat und Wahrheit wurden nahezu alle Substanzen, die in den Kosmetikprodukten enthalten sind – seien sie nun bio-zertifiziert, labelisiert oder nicht – eines Tages an Tieren getestet. Eine neue, natürliche oder chemische Substanz zu testen, stellte stets eine gesetzliche Verpflichtung dar, um eine Marktzulassungsbewilligung zu erhalten. Bei den natürlichen Kosmetika wurden die Inhaltsstoffe der Produkte bereits vor einigen Jahrzehnten getestet. Somit ist es unmöglich, ein Kosmetikprodukt zu verwenden, für dessen Herstellung nicht irgendwann Tierversuche durchgeführt wurden. Hingegen ist es möglich, gegen die aktuelle oder künftige Verwendung von Tieren für Kosmetik vorzugehen, indem man auf den Kauf von Produkten verzichtet, die neue Tierversuche erfordern. Rund 9'000 Substanzen wurden für die Anwendung in der Kosmetik validiert. Dies ist bereits viel mehr, als erforderlich wäre, um neue und vielfältige Produktsortimente zu erarbeiten. Neue Substanzen zu entwickeln, ist vollkommen überflüssig und verwerflich, wenn dies die Misshandlung von Tieren zur Folge hat.

rierung nicht zu lange zurücklag – deren Registrierungsdatum, sowie Informationen über die Durchführung von Tierversuchen ermitteln. Leider wurde der Zugang zu verschiedenen Datenbanken in der Folge gesperrt, was eine optimale Kontrolle der Kosmetika verunmöglicht. Im Herbst 2010 wandten wir uns an verschiedene kantonale Chemiker und europäische Labors, welche sich auf die Analyse von Bestandteilen kosmetischer Produkte spezialisiert haben. Zu unserer grossen Überraschung war es nicht möglich, eine Analyse der Substanzen durchzuführen, die bei der Zusammensetzung kosmetischer Produkte eine Rolle spielen. Dies zeigte insbesondere, dass sich die Zusammensetzung von Kosmetika nicht wirklich kontrollieren lässt. Unsere Gesundheitsbehörden können sich also nur auf die Erklärungen der Hersteller berufen. Dieses Wissen ist für Konsumentinnen und Konsumenten nicht gerade beruhigend! Vor allem wurde aber auch klar, dass wir unter solchen Bedingungen nicht mehr wirklich gewährleisten konnten, dass eine auf unserer Liste enthaltene Kosmetikmarke auch tatsächlich auf Tierversuche verzichtet.

## Internationaler Standard HCS

(Human Cosmetics Standard)

Aus diesem Grund entschieden wir, indem wir uns der ECEAE anschlossen, das HCS-Label zu fördern. Wir verbreiten eine neue Liste, auf der die Marken aufgeführt sind, die den Bedingungen des Labels entsprechen. Die Marken mit dem HCS-Label werden regelmässig aktualisiert. Während einige das Label wieder verlieren, werden andere neu zertifiziert. Aus diesen Gründen sollte nur die aktualisierte Liste verwendet oder verbreitet werden.

Auf unserer Liste sind auch einige Marken aufgeführt, die von anerkannten Organisationen wie Cosmébio, Ecocert, BDIH, Demeter und Natrue zertifiziert sind oder keinerlei chemische Substanzen enthalten, denn es sind die neuen chemischen Stoffe welche Tierversuche erfordern. Die natürlichen Substanzen sind schon seit langem für eine Verwendung in der Kosmetik zugelassen. Ebenso wurden die meisten chemischen Substanzen, die bei der Herstellung bio-zertifizierter Produkte verwendet werden, in den Siebziger- und Achtzigerjahren validiert.

## LSCV – Liste tierversuchsfreier Kosmetika

Das HCS-Label (Human Cosmetics Standard) wurde 1998 von einer internationalen Koalition lanciert, der Tierschutzverbände aus verschiedenen Ländern der Europäischen Union sowie die Vereinigten Staaten angehören. Es wird von der Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) verwaltet.

Die Mitgliederorganisationen der ECEAE gewährleisten die Verwaltung und Betreuung des Labels in ihrem eigenen Land. Die LSCV vertritt die ECEAE in der Schweiz und verbreitet eine Liste der tierversuchsfreien Produkte, die in der Schweiz erhältlich sind. Die LSCV-Liste enthält Kosmetik- oder Haushaltsprodukte, die im Schweizer Handel vertrieben werden oder per Versandhandel erhältlich sind.



### HCS-Label

- Argiletz
- Avalon Organics (Alba, Avalon, Un-petroleum)
- Bioarômes
- Body Shop
- Centifolia (Centifolia Labio ACM)
- Comptoir des Lys, Laboratoire Alvend (Coslys, Etamine du Lys, Anibiolys )
- Comptoir Provencal des Argiles (Naturado, Rosalia)
- Douces Angevines
- Florame
- Holistica International (Dermophytum)
- Melvita
- Montagne Jeunesse
- Paul Mitchell
- Phocéenne La (Senteurs Provence, Le Petit Olivier)
- Provida (Provida, Evergreen, Azimuth, BWC)
- Sanoflore
- Santaverde

**Die Liste enthält folgende Informationen:** Vertriebsorte in der Schweiz und Art von Verkaufsstellen, an denen die Kosmetika erhältlich ist (Supermarkt, Apotheke, Bioladen usw.), Anwendungsbereich (Haushalt, Tierhygiene usw.), Inhaltsstoffe tierischen Ursprungs oder chemische Bestandteile usw.

Die Datenbank auf der Website der ECEAE, die dem HCS-Label gewidmet ist, vermittelt einen Überblick über die gesamten HCS-zertifizierten Produkte:

[www.gocrueltyfree.org](http://www.gocrueltyfree.org)

Kriterien, um das **HCS-Label** zu erhalten

1. Ein Unternehmen darf gegenwärtig oder künftig weder Tierversuche durchführen, noch den Auftrag zu solchen Versuchen erteilen beziehungsweise sich daran beteiligen. Dies erfolgt unabhängig davon, ob es sich um Präparate, Inhaltsstoffe oder Endprodukte handelt.
2. Es dürfen weder Inhaltsstoffe, noch Kombinationen davon, noch Produkte von Herstellern gekauft werden, die für die Herstellung Tierversuche durchführen, durchführen lassen oder sich in anderer Weise daran beteiligt haben. Dies erfolgt ab einem Stichtag, welcher das Unternehmen festgelegt hat (ab welchem das Unternehmen auf der HCS-Liste aufgenommen werden kann).
3. Ein Unternehmen muss ein Kontrollsysteem zur Lieferkette schaffen und schriftliche Garantien einholen, damit die Hersteller und Lieferanten den Kriterien des HCS nachhaltig entsprechen.

### Aktualisierung der Kriterien des HCS-Labels

Die Verleihung des HCS-Labels, die unter der Leitung der ECEAE erfolgt, beruht auf einem Delegierungsprinzip. Mitgliederverbände der ECEAE kümmern sich um die Verleihung des Labels an Hersteller von Kosmetikprodukten, die in ihrem Land tätig sind. In gewissen Fällen zeigte sich, dass der Vertrag, in dem die Bedingungen zur Verleihung des Labels geregelt wurden, abgeändert worden war. Im Internet zirkulieren zudem verschiedene falsche oder gefälschte Dokumente. Aufgrund dieser Situation beschlossen die Mitglieder der ECEAE, die Verwaltung der verzeichneten Marken und die Vertragsabschlüsse zu überarbeiten. Die Kriterien für das HCS-Label werden in einem neuen Dokument demnächst vorgestellt. Seitens der LSCV haben wir bereits den Wunsch geäussert, die Verwaltung des HCS-Labels für die in der Schweiz hergestellten Marken zu übernehmen. Wir werden uns demnächst an Unternehmen wenden, die noch nicht mit dem Label ausgezeichnet wurden, um diese zu einem Anschluss zu bewegen. Weitere Informationen sollten beim Erscheinen der Dezemberausgabe 2012 verfügbar sein.

### Kein HCS-Label für Produkte, die in China vertrieben werden

Die Lage in China stellt für die meisten HCS-zertifizierten Marken, deren Produkte in diesem Land vertrieben werden sollen, ein Problem dar. Kontakte vor Ort haben es ermöglicht, die anwesenden Marken zu verzeichnen. Die ECEAE hat im Herbst 2011 Gespräche mit sämtlichen Marken aufgenommen. Verschiedene Hersteller haben sich bereit erklärt, sich vom chinesischen Markt zurückzuziehen, sollten sie nicht von Tierversuchen freigestellt werden. Dies war ein echtes Novum und stellte einen Beweis für ihr Engagement dar. **Andere Marken wie Yves Rocher oder l'Occitane, Caudalie oder Mary Kay haben sich dieser Haltung nicht angeschlossen. In der Folge wurde ihnen die HCS-Zertifizierung entzogen.**

# Protokoll der Generalversammlung der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres vom 24. März 2012 in Thônex, Genf

## Anwesende Vorstandsmitglieder:

Max Moret (Präsident), Luc Fournier (Vizepräsident), Maja Schmid (Rechnungsführerin), Laurianne Parent (Vorstandsssekretärin), Sylvie Benoît, Michèle Loisel.

## Abwesende und entschuldigte Vorstandsmitglieder:

Suzann Karagöz, Suzanne Wachtl.

## Eröffnung der Sitzung um 14.15 Uhr

### Traktandenliste

1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht des Präsidenten
3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüfenden
4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte
5. Aufnahmen / Austritte
6. Varia

### Eröffnung der Generalversammlung

Der Präsident eröffnet die Sitzung und dankt den Mitgliedern für ihr Erscheinen. Er gibt die ordnungsgemäße Einberufung der Generalversammlung gemäss Artikel 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und den Statuten der Liga bekannt. Da beim Vorstand kein schriftlicher Antrag eingereicht wurde, kann die Generalversammlung gemäss der Traktandenliste stattfinden.

### 1. Vorlesen des Protokolls der letzten Generalversammlung

Da die anwesenden Mitglieder das Protokoll in der Juniausgabe 2011 unserer Zeitung zur Kenntnis genommen haben, wird dieses nicht mehr vorgelesen und angenommen.

### 2. Bericht 2011 des Präsidenten

Der Präsident erteilt einige zusätzliche Informationen zum Tätigkeitsbericht, der in der Märzausgabe 2012 unserer Zeitung veröffentlicht wurde. Im Bereich Tierversuche erfolgen Informationen über den weiteren Verlauf der Strafanzeige, die wir gegen die Behörden der Kantone Aargau und Basel-Stadt sowie das BVET eingereicht haben, und unserem Beitritt zur ECEAE (Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen). Die Petition über die Verschiebung des europäischen Verbots von Tierversuchen für Kosmetika, hatte für uns einen beträchtlichen administrativen Mehraufwand zur Folge. Dieser war darauf zurückzuführen, dass wir die Namen und Adressen von Hunderten von Leuten erfassen mussten, die über unsere Aktionen informiert werden wollen. Der Prä-

sident dankt der Rechnungsführerin für ihren Einsatz an den Arbeiten, die im Zusammenhang mit den Aktivitäten der ECEAE und dem Sekretariat der Liga entstanden. Bezüglich der finanziellen Unterstützung von Tierschutzverbänden schildert der Präsident die wichtigsten Aktionen zur Kastration und Sterilisierung von Katzen, an denen die Liga beteiligt war. Gewisse praktizierende Tierärzte gewähren auf den Operationen 30 – 40 % Rabatt. Abschliessend weist der Präsident darauf hin, dass die finanzielle Lage der Liga trotz der Kosten, die 2011 mit den verschiedenen Aktionen verbunden waren, auch weiterhin gut bleibt. Für die Organisation künftiger Aktionen ist dies sehr ermutigend.

Ein Mitglied verlangt Informationen über eine vor kurzem ausgestrahlte Fernsehsendung, die sich mit der Zucht von Freilandhühnern und den europäischen Richtlinien zur Regelung der Geflügelhaltung befasste. Die europäischen Behörden müssen dafür sorgen, dass die Mitgliederstaaten die Richtlinie einhalten. Dies ist keine einfache Sache. Die Eier müssen mit einer Zahl von 0 bis 3 versehen sein, um die Haltungsart der Legehennen zu bezeichnen. Somit liegt es an den Konsumentinnen und Konsumenten, Eier zu kaufen, auf denen eine 0 (Bio) oder 1 aufgedruckt ist. Diese stehen für Freilandzucht.

Ein Mitglied erkundigt sich nach ACUSA, nachdem es in seinem Briefkasten eine Zeitung dieser Organisation erhalten hat. Es handelt sich dabei um das Westschweizer Pendant des Deutschschweizer „Vereins gegen Tierfabriken“.

### 3. Bericht der Rechnungsführerin und der Rechnungsprüfenden und 4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte

Die Rechnungsführerin trägt ihren Bericht vor. Sylvie Benoît verliest den Bericht der Rechnungsprüfenden. Die Rechnungen wurden auch von Michèle Loisel und Oscar Appiani geprüft (siehe Bericht 2011 der Rechnungsführerin und Bericht 2011 der Rechnungsprüfenden). Der Präsident teilt mit, die Liga habe ein Legat erhalten, das nach einem über vierjährigen Verwaltungsverfahren ausbezahlt worden sei.

Da zu den beiden Berichten keine Fragen eingeht, schreitet er zur Abstimmung. Die beiden Berichte werden einstimmig angenommen.

### 5. Aufnahmen / Austritte

Der Präsident teilt mit, dass Damiann Clerc seit einem Jahr an den Vorstandssitzungen teilnimmt. Da Damiann erst 16 Jahre alt ist, schlägt der Präsident vor, ihn als Beobachtungsmittel in den Vorstand aufzunehmen. Das Stimmrecht wird Damiann im Jahr 2013 erhalten, wenn er volljährig ist. Der Antrag wird einstimmig angenommen.

### 6. Verschiedenes

Der Präsident erteilt den anwesenden Mitgliedern das Wort.

Ein Mitglied verlangt Informationen über InterNICHE und möchte wissen, ob die Organisation Tiere verwendet. Der Vizepräsident erklärt, InterNICHE setzt sich hauptsächlich für Ersatzmethoden zur Verwendung von Tierversuchen an den Universitäten ein. Soweit ihm bekannt ist, verwendet die Organisation weder lebendige noch tote Tiere. Eingesetzt werden hauptsächlich In-silico-Modelle.

Oscar Appiani, Präsident des Refuge de Cottendarf (F.N.A.A.) dankt der Liga für die finanzielle Unterstützung, die das Tierheim erhalten hat. Diese Hilfe habe es ermöglicht, auch weiterhin Tiere aufzunehmen und zu platzieren.

Herr und Frau Fovini danken der Liga für die elektronische Zustellung von Artikeln der Quartalszeitung, die Frau Fovini nicht mehr lesen kann. Ein Audiogerät ermöglicht es ihr, sich über die Aktivitäten der Liga auf dem Laufen zu halten. Der Präsident dankt den beiden für ihre Teilnahme an der Generalversammlung und erklärt, sie seien die ältesten anwesenden Mitglieder.

Dr. Daniel Favre, wissenschaftlicher Vertreter der Liga im Vorstand der Zeitschrift ALTEX, möchte, dass sein Mandat für das Jahr 2012 verlängert wird. Die Generalversammlung erklärt sich einstimmig mit der Weiterführung seiner Aktivitäten einverstanden.

Vor Abschluss der Generalversammlung erweist der Präsident dem im Dezember 2011 verstorbenen Egon Naef die Ehre. Dieser gehörte während vielen Jahren dem Vorstand der Liga an. Er setzte sich aktiv für die Entwicklung von Methoden zur Ersetzung von Tierversuchen in der medizinischen Forschung ein. Er war auch Präsident der Naef-Stiftung. Dank ihrer Unterstützung konnte an der Universität Genf im März 2009 der erste Lehrstuhl für Alternativmethoden geschaffen werden.

Da kein Mitglied mehr das Wort ergreifen möchte, hebt der Präsident die Generalversammlung um 14.55 Uhr auf. Er lädt die anwesenden Mitglieder zu einem kleinen Apéro ein.

## Bericht 2011 der Rechnungsführerin

Sehr geehrte Damen und Herren,

In unserer Ausgabe Nr. 35 vom März 2012 haben wir Sie ausführlich über unsere Aktionen im Jahr 2011 informiert.

Wir bedanken uns bei Frau Jonquille für das Führen unserer Buchhaltung, einschliesslich der Bilanz. Unser Dank richtet sich auf an die Rechnungsprüfer die eine Fülle von Buchungsunterlagen aus dem Jahr 2011 kontrolliert haben.

Das Jahr 2011 schliesst mit einem Jahresüberschuss von Fr. 474'105.01 ab. Dieser Betrag ist zum Teil dank verschiedenen Vermächtnissen und natürlich auch dank unseren Mitgliedern und Gönnerinnen zustande gekommen. Ihre Unterstützung hat uns ermöglicht, Aktionen wie z.B. die Strafanzeige gegen die Kantonsbehörden der Kantone Aargau und Basel-Stadt sowie das Bundesamt für Veterinärwesen zu führen. Dabei handelt es um an Ratten ausgeführte Tierversuche für ein Kosmetikprodukt die von diesen Behörden bewilligt wurden. Weiterhin haben wir die Europäische Petition für die Beibehaltung des Stichdatums von 2013 für die Abschaffung aller Tierversuche für kosmetische Zwecke tatkräftig unterstützt. Diese Petition kann übrigens noch unterschrieben werden. Kopien liegen beim Ausgang auf.

Ebenfalls finden Sie dort Kopien unserer neuen Liste mit Kosmetikfirmen die ihre Produkte nicht an Tieren testen.

Um den Widerstand gegen Tierversuche besser vorantreiben zu können, erscheinen uns Mitarbeit und Unterstützung mit anderen Antivivisektionsgruppen notwendig zu sein. Aus diesem Grund haben wir uns an einem Meeting im Mai 2011 in London für eine Mitgliedschaft bei der Europäischen Koalition beworben.

Ebenfalls haben wir den Lehrstuhl für den Unterricht tierversuchsfreier Forschungsmethoden an der Uni in Genf finanziell unterstützt. Wir haben uns verpflichtet, den Lehrstuhl bis 2014 zu unterstützen. Danach sollte er in Eigenverantwortung weiter funktionieren.

Die Sterilisationskampagnen herrenloser Katzen und die Hilfe an Schweizer Tierheime in Not sind ebenfalls Teil unseres Alltags.

Im Namen unserer Freunde, der Tiere, möchten wir uns bei Ihnen herzlich bedanken.

Erstellt in Genf, am 24. März 2012 - Maja Schmid, Rechnungsführerin

## Bericht der Rechnungsprüferinnen 2011

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir hatten die Aufgabe, die auf den 31. Dezember 2011 abgeschlossene Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu prüfen.

Anhand von zahlreichen Rechnungsunterlagen prüften wir auch die Buchhaltung der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex und stellten deren Übereinstimmung mit den ordnungsgemäss geführten Rechnungsbüchern fest.

Zum Abschluss unserer Prüfung empfehlen wir Ihnen die vorgelegte Rechnung zur Annahme. Die Gewinn- und Verlustrechnung des Jahres 2010 schliesst mit einem Nettogewinn von CHF 474'105.01 ab.

Die Rechnungsprüfenden:

Oscar APPIANI, Sylvie Benoit, Michèle LOISEL

Thônex, 24. März 2012

## 0, 1, 2 oder 3? Grundsatz bei der Wahl der Eier

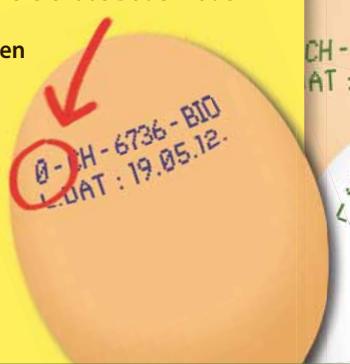
Die LSCV hat den abgebildeten Flyer (doppelseitig) über die auf Eiern befindlichen Markierungen herausgegeben. Der Flyer ist in den Sprachen Französisch, Deutsch und Italienisch erhältlich. Sie erhalten ihn kostenlos auf Anfrage beim Büro der Liga.

# 0, 1, 2 oder 3?

## Hinweise zum Code auf den Hühnereiern

Die Konsumentinnen und Konsumenten entscheiden über die Tierhaltung. Indem Sie keine Hühnereier aus Boden- oder Batteriehaltung kaufen (Nr. 2 und 3), unterstützen Sie Zuchtbetriebe, die den Legehennen ein würdiges Dasein ermöglichen.

Seit 2004 ist es gesetzlich vorgeschrieben, die Art der Zuchtbetriebe auf den Eiern anzugeben. Der Code ist vor den Buchstaben aufgeführt, mit denen das Herstellungsland bezeichnet wird: «CH» für die Schweiz, «FR» für Frankreich usw.



## Beachten Sie die Hinweise

0 Eier von Hühnern aus Freilandhaltung (biologische Landwirtschaft). Mindestens 4 m<sup>2</sup> Außenfläche pro Huhn Biologisches Futter

1 Eier von Hühnern aus Freilandhaltung mindestens 4 m<sup>2</sup> Außenfläche pro Huhn

2 Eier von Hühnern aus Bodenhaltung Haltung im Gebäude, keine Käfige höchstens 9 Hühner pro m<sup>2</sup>

3 Eier von Hühnern aus Batteriehaltung Käfighaltung, 13 bis 18 Hühner pro m<sup>2</sup>

► Curia Vista – Geschäftsdatenbank

# Öffentliche Gelder für Tierversuche. Mehr Transparenz

In ihrer parlamentarischen Initiative Nr. 11.1085 befragte die Basler Nationalrätin Maya Graf den Bundesrat zur öffentlichen Finanzierung von Tierversuchen in der Schweiz und forderte mehr Transparenz bei der Bewilligung solcher Gelder.

Maya Graf wies darauf hin, dass fast die Hälfte der Tiere (275'252 der 761'675 im Jahr 2010 Verwendeten) von Universitäten, Spitätern und Eidgenössisch Technischen Hochschulen verwendet wurden:

*„Zusammenfassend lässt sich sagen, dass offensichtlich mehrere Hundert Millionen Franken Steuergelder in Tierversuche und Hochschul-Labotierhaltungen fliessen, ohne dass dies transparent gemacht wird. Schockierend ist überdies, dass gerade die Labortierhaltung mit ihren Haltungsbedingungen, die im Vergleich zu den gesetzlichen Bestimmungen zur Heimtierhaltung wesentlich schlechter sind, sowie die in der Kritik stehende Zucht gentechnisch veränderter Tiere zur Hauptsache mit Steuergeldern finanziert werden. Hingegen fliesst nur ein begrenzter Anteil von etwa 400 000 Schweizerfranken jährlich in die Förderung von Alternativ- bzw. Ersatzmethoden.“*

## Jährliche Kosten der Labortierhaltungen und ETHs: 83 Millionen

In seiner Antwort vom 9. Dezember 2011 erklärte der Bundesrat, in einem 2009 verfassten Bericht der eidgenössischen Finanzkontrolle,

bei dem 39 Forschungsprojekte mit Tierversuchen ausgewertet wurden, sei erstmals eine Kostenabschätzung vorgenommen worden: „Die Gesamtkosten für Tierhaltungen werden hierbei auf jährlich rund 82 Millionen Franken geschätzt, wovon der Bund durch Direktbeiträge an die beiden ETH und die Universitäten rund 33 Millionen Franken trägt, während die übrigen Kosten durch Kantone (25 Millionen Franken) sowie durch kompetitive Förder- und weitere Drittmittel finanziert werden.“

33 und 25 Millionen ergeben allerdings 58 Millionen. Zudem wird bei dieser Abrechnung nicht auf die Herkunft der übrigen 24 Millionen eingegangen. Soll dies etwa bedeuten, dass unsere Universitäten den Betrag mit ihren eigenen Mitteln finanzieren? Die Studierenden, deren Studiengebühren regelmäßig steigen, werden dies bestimmt schätzen. Auch die Steuerzahler können sich darüber freuen, dass 83 Millionen unserer Steuergelder für die Haltung von Labortieren an den Hochschulen verwendet werden.

## Öffentliche Gelder zur Finanzierung überflüssiger Versuche und von Gehältern der Forschenden

Weiter weist der Bundesrat darauf hin, dass 92% der Tiere für Projekte in der Grundlagenforschung verwendet werden. Solche Studien dienen nicht dazu, neue Medikamente zu entwickeln. Die Wissenschaftler versuchen vielmehr, auf eine bestimmte Frage eine Antwort zu finden. Ob die Antwort überhaupt von Interesse ist, ist ein anderes Thema. Tausende von Studien werden so finanziert und führen zu Tausenden von wissenschaftlichen Publikationen, mit denen niemand wirklich etwas anfangen kann.

Trotz allem bleibt die Vivisektion auch weiterhin der Gral der Forschenden: „Im Bereich der freien Grundlagenforschung förderte der SNF im Jahr 2008 insgesamt 488 Projekte und im Jahr 2009 521 Projekte, die Tierversuche umfassten (mit Fördermitteln von 74,8 Millionen bzw. 76,2 Millionen Franken). Ein Grossteil dieser Fördermittel (49,7 Millionen im Jahr 2008 und 52,8 Millionen Franken im Jahr 2009) ging an Saläre vornehmlich von Doktorierenden und anderen jungen Forschenden. Der Rest verteilte sich auf Reisekosten, Apparate, Labormaterial sowie Kosten für Tierhaltung und Tierversuche.“

## Eierproduktion in der Schweiz

Im Jahr 2011 wurden in der Schweiz 750 Millionen Eier produziert. 85% der in unserem Land gekauften Schaleneier stammen aus Schweizer Züchtungen. Bei den Fertigprodukten die Eier enthalten fällt dieser Anteil auf nur 52%. Der Rest besteht hauptsächlich aus billigen Eiern, die aus Europäischen Batteriehaltungen stammen. Die Schweiz zählt 12'000 Hühnerzüchter.

Diese halten 2,3 Millionen Legehennen. 300 Zuchtbetriebe halten 2'000 bis 18'000 Hennen. Dies entspricht dem von der Schweizer Gesetzgebung bewilligten Höchstwert. Im Rahmen der europäischen Gesetzgebung gibt es keine Vorschriften zu den Zuchtbetrieben. Gewisse Fabriken halten über eine Million Hühner. Batteriehaltungen sind in der Schweiz verboten.



Über 85% der Tiere verfügen über das BTS-Label des Bundes. Dieses wird bei Haltungsbedingungen verliehen, welche die gesetzlich vorgeschriebenen übertreffen. 70% haben das ganze Jahr hindurch Zugang zu einer Weide. Im Schweizer Bio-Sortiment sind Eier die am häufigsten konsumierten Produkte.



Info : Schweizer Liga gegen Vivisektion - [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
T + 41 (0)22 349 73 37 admin@lscv.ch





## Geplante Kosten für Investitionen in Labortierhaltungen (2009 bis 2013): 65,5 Millionen Franken

Trotz der budgetierten astronomischen Kosten gibt der Bundesrat zu, vom Geschehen in den Labortierhaltungen keine Ahnung zu haben. Dies aus einem recht einfachen Grund: „Obwohl alle Labortierhaltungen und Labortierzuchten bewilligungspflichtig sind, erfolgt zurzeit keine zentrale Erfassung der Zahl der bewilligten Labortierhaltungen und der darin gehaltenen Tiere.“

## Alternativmethoden: Bundesrat mit sich selber zufrieden

„Eine Umfrage über die Verwendung von Gewebekulturen, die heute wichtigste Ersatzmethode zu Tierversuchen, zeigt, dass die Forschung heute oft nach dem Grundsatz von 3R (refine, reduce, replace; auf Deutsch: verbessern, reduzieren, ersetzen) arbeitet. Von 101 im Frühling 2010 vom SNF geförderten Projekten im biomedizinischen Forschungsbereich beinhalteten 60 Projekte Arbeiten mit Zellkulturen, 53 sehen Tierversuche vor. Bei einer Mehrheit der 53 Projekte mit Tierversuchen werden beide Ansätze kombiniert oder ergänzend eingesetzt“, teilt der Bundesrat mit.

In Tat und Wahrheit gibt der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) zu, kein Projekt zu finanzieren, welches die Entwicklung neuer Alternativmethoden anstrebt. Seiner Ansicht nach handelt es sich um keinen Forschungszweig, der „Exzellenz“ fördert. Tatsächlich leben die Fachleute des SNF, die entscheiden, welche Projekte unterstützt werden oder in den Papierkorb wandern, grösstenteils von Tierversuchen. Es wäre überraschend, wenn sie einem Forschungszweig „Exzellenz“ zugeständnen, der sie rasch arbeitslos machen würde.

Die Forscher, die bei ihren In-vitro-Studien vom SNF unterstützt werden, stellen die geltende Ordnung nicht in Frage. Die verwendeten Zellkulturen stammen meistens von Tieren, welche für diese Versuche getötet wurden, da der In-vitro-Träger für die Verwendung ganz einfach billiger ist. Schliesslich sind die vom SNF finanzierten In-vitro-Projekte

oftmals nur vorbereitender Teil einer Studie, welche anschliessend im Tierversuch weitergeführt wird und wofür erneut finanzielle Unterstützung verlangt wird.

## Stiftung Forschung 3R - Expertin im Nichts

Eimal mehr lobt der Bundesrat die Tätigkeit der Stiftung Forschung 3R, einer Zwitterschöpfung des Bundes und der Schweizer Pharmaunternehmen. In Artikel 22 des Tier- schutzgesetzes (TSchG) wird der Bundesrat aber aufgefordert, die Entwicklung von Alternativmethoden zu unterstützen. Dieser Verpflichtung entledigt er sich, indem er der Stif-

## Ein System in vollem Gang

In der öffentlichen Forschung stellt die Vivisektion ein Funktionssystem dar. Noch vor der Entwicklung neuer Medikamente trägt das System zur Karriere und zu den Löhnen der Forschenden bei, die davon profitieren. Dabei werden enorme Ressourcen verschwendet. Angesichts der unnötigen Leiden, welche für die Tiere damit verbunden sind, ist dies eine Schande. So lange sich die Öffentlichkeit dieses Funktionssystems nicht bewusst ist, wird sie Informationen im Stile von „Die Verwendung von Tieren ist für die Forschung von grundlegender Bedeutung“ oder „Ohne Tiere sind keine medizinischen Fortschritte möglich“ stets schlucken.



Tierversuche sind keine wissenschaftliche Notwendigkeit. Sie gehören zu einem System das einer handvoll Wissenschaftlern ein fürstliches Leben auf Kosten der Steuerzahler ermöglicht. Medizinische Fortschritte bleiben auf der Strecke.

tung, die 2010 sieben Projekte unterstützte, pro Jahr ca. 400'000 Franken gewährt. Verglichen mit den 1'197 neuen Tierversuchen, die während der gleichen Zeit bewilligt wurden, ist dies erbärmlich. Trotz dieses läppischen Betrages, im Vergleich zu den Hunderten von Millionen, die für Tierversuche ausgegeben werden, lässt der Bundesrat verlauten: „Über Forschung und Innovation im Bereich 3R ausserhalb der Finanzierung durch die Stiftung liegen keine Zahlen vor.“ Was für eine Lüge, aber wen kümmerts? Andere Daten stehen nicht zur Verfügung, aus dem einfachen Grund, weil Ersatzmethoden in der Schweiz nicht unterstützt werden.

**Wir sind auf Forschende angewiesen, welche die menschlichen Krankheiten an menschlichem Material untersuchen und dafür Gewebe, Zellen oder andere Informatikmodelle verwenden.**

Forscher, die an Mäusen zum tausendsten Mal das Protein X untersuchen, weil im Vorfeld 999 Studien widersprüchliche Resultate lieferten, sind nicht von Interesse.

Unsere Steuergelder haben nicht zur Aufgabe, Ruhgehälter oder gehobene Löhne bis zur Pensionierung zu finanzieren.

## Edito

Cari Soci, Care amiche e Cari amici della Lega,

Troverete a pagina 28 e 29 di questo numero, il verbale dell'Assemblea generale della Lega del 24 marzo 2012, come pure i rapporti della Tesoriera e dei revisori dei conti.

**Pubblichiamo inoltre un dossier sulla situazione attuale dei test sugli animali per i prodotti cosmetici,** che si rivela piuttosto costernante, un pò per via del capriccio della Cina, che fa un balzo indietro di 10 anni decidendo di rendere obbligatori i test sugli animali per tutti i prodotti distribuiti sul suo territorio ; dell'ipocrisia prettamente europea, quando la sua commissione in Parlamento annuncia di voler sbloccare 50 milioni di euro per sviluppare metodi sostitutivi volti a sopprimere gli ultimi test sugli animali tuttora autorizzati, allorchè questi fondi servono a sostenere la ricerca sulle cellule staminali ; senza dimenticare l'affarismo della Svizzera che dichiara illecita l'utilizzazione di animali per mettere a punto prodotti cosmetici ma che finisce per autorizzarla per promuovere le proprie aziende.

No, decisamente la fine dei test per l'elaborazione dei prodotti cosmetici non è per domani. Questa situazione è ancor più raccapriccante per il fatto che la maggioranza dei consumatori è chiaramente opposta a far soffrire gli animali per fabbricare prodotti di bellezza. Sostenere i fabbricanti di prodotti cosmetici che si impegnano a non praticare test sugli animali è dunque più che mai primordiale.

**La denuncia penale che abbiamo sporto contro l'autorità federale e dei cantoni di Basilea Città ed Argovia** per aver autorizzato test di tossicità per prodotti cosmetici, bene o male segue l'iter consueto nei meandri dell'amministrazione. La magistratura argoviana non sembra aver fretta di trattarla. Per le autorità basili e argoviane, il caso è stato correttamente risolto, quindi, dicono loro, lasciamole tranquille. I loro servizi veterinari hanno riunito in fretta e furia la loro commissione, che ha dato un preavviso favorevole « alla maggioranza » e con effetto retroattivo, all'esperimento denunciato. Dato che cinque degli otto componenti della commissione rappresentano gli ambienti universitari e farmaceutici, non è stato sicuramente difficile trovare la maggioranza.

Questo caso ci ha indotti ad esaminare da vicino il funzionamento delle commissioni ed autorità cantonal. Se la situazione a Basilea è inaccettabile, altri cantoni non hanno certo di che invidiarla. La palma spetta al Canton Ticino dove il veterinario cantonale ha istituito un sistema che spudoratamente trasgredisce la legislazione, con il consenso delle autorità federali. Si prevede che saranno inoltrate ulteriori denunce penali. Un dossier su questa tematica sarà pubblicato sul nostro prossimo numero.

Nell'attesa auguriamo a tutti voi una bella estate con i nostri saluti più cordiali.

Il Comitato

► 25 aprile 2012 – Comunicato stampa

# Chiusura del sito della Merck del modello animale per la

Segue da pagina 1

Vive emozioni dopo l'annuncio brutale ed improvviso, il 24 aprile 2012, della chiusura del sito della Merck Serono a Ginevra. Il licenziamento collettivo dovrebbe colpire i 1250 dipendenti del sito. 750 posti dovrebbero essere trasferiti su siti della ditta farmaceutica in Germania, negli Stati Uniti ed in Cina.

Aldilà del dramma umano generato dalla ristrutturazione della terza più importante ditta farmaceutica in Svizzera, si pone anche la questione della pertinenza delle ricerche portate avanti dalla Merck Serono. Perchè di fatto sono anni che non esce niente di innovativo da questo laboratorio.

Eppure centinaia di migliaia di molecole sono esaminate ogni anno, tra cui alcune decine sono testate su modelli animali in settori quali le malattie neurodegenerative o infiammatorie.

E' così che decine di nuovi esperimenti sono portati avanti ogni anno, utilizzando decine di migliaia di animali. La maggior parte di questi esperimenti generano grandi sofferenze negli animali, senza che la somministrazione di un antidolorifico sia in grado di lenirle.

In fin dei conti, tutti questi esperimenti avranno dimostrato nè più nè meno che la loro inutilità. Ernesto Bertarelli ha rivenduto per oltre 10 miliardi di euro nel 2006 un guscio (quasi) vuoto al gruppo farmaceutico tedesco Merck, di cui è lecito chiedersi come abbia potuto lasciarsi ingannare da una capacità innovativa così debole.

## L'Interfarma opportunista

L'associazione ombrello delle industrie farmaceutiche svizzere approfitta del piano di ristrutturazione per denunciare in un comunicato, le procedure richieste per lanciare test clinici, nonchè i ritardi maturati nell'autorizzazione di messa sul mercato di nuovi farmaci. Come se la messa sul mercato di terapie inutili o generatrici di nefasti effetti secondari potesse dinamizzare la ricerca medica. Perchè anche l'Interfarma come la maggior parte delle ditte farmaceutiche, si trova in una impasse che non fa che aggravarsi : l'assenza di innovazione nella ricerca, che si traduce nel riciclaggio di vecchie molecole terapeutiche in una nuova formulazione e diffusione con un nuovo packaging.



# Serono a Ginevra : La fine ricerca medica ?

## L'insuccesso della Merck Serono : Una chance per una ricerca medica più efficiente

Dopo anni di ricerche inutili su centinaia di migliaia di ratti, topi ed altri animali, sarebbe ora che la ricerca si orientasse finalmente verso l'utilizzazione di materiale umano per studiare patologie umane. Data la prossimità di importanti complessi ospedalieri che ogni anno, e per motivi « etici », incinerano tonnellate di tessuti umani provenienti da biopsie o interventi, non utilizzare queste risorse è un vero e proprio spreco.

La partenza della Merck Serono offre l'opportunità di sviluppare un polo di competenze nello sviluppo di nuovi metodi di ricerca medica, innovativi e più affidabili rispetto all'utilizzazione del modello animale.



Accusato di debolezza nel reagire all'annuncio dei licenziamenti massicci, il Consiglio di Stato ginevrino asserisce di scoprire con stupore la volontà della Merck di chiudere il sito. In realtà, era stato avvertito mesi prima circa i progetti di ri-strutturazione dell'azienda. Ma dove trovare il coraggio di annunciare all'opinione pubblica che Merck Serono chiude i battenti perché l'innovazione in questa azienda non vale niente, malgrado tutti i miliardi investiti? Il Consiglio di Stato continua a cercare.



Decidendo di liquidare l'azienda prima che colsi a picco da sola, Ber-tarelli ha realizzato un buon affare. La vivisezione non ha mai cessato di essere praticata nei sotterranei dell'azienda ginevrina. Centinaia di migliaia di animali sono stati afflitti da ogni sorta di malattie orribilmente dolorose per una ricerca superata ed inutile.

### IMPRESSUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

**Pubblicazione:** Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm<sup>2</sup>. **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T 022 349 73 37** **F 022 349 19 54** - **admin@lscv.ch** - **www.lscv.ch** **L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.** Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

## Bus itinerante della Lega svizzera contro la vivisezione

Da marzo 2011, un bus della Lega si sposta in tutta la Svizzera per allestire stand informativi. Il calendario e l'organizzazione degli stand sono presi in carico da Achim Z'Brun.

Non esitate a partecipare agli stand che si svolgono nella vostra regione. Achim sarà felice del vostro aiuto !



Se desiderate che uno stand sia allestito nelle vostre vicinanze, Achim si sposta anche su richiesta, a patto che lo assecondiate sullo stand. In tal caso, basta telefonargli e fissare una data. Achim si incarica di tutte le prassi amministrative (domanda di autorizzazione, emolumenti ecc.) nonché di apportare il materiale. Achim risiede in Vallese, parla tedesco e francese.

Se siete interessati, o se avete domande, non esitate a contattare l'ufficio della Lega.

I prossimi stand LSCV si svolgeranno i giorni e nei luoghi seguenti:

**Sa 16.06.2012 Thun**

**Sa 30.06. 2012 Baden**

**Sa 14.07.2012 Solothurn**

**Sa 28.07.2012 Olten**



# Test sugli animali per lo sviluppo e la fabbricazione di prodotti cosmetici

## La situazione attuale

A tutt'oggi soltanto l'Inghilterra nel 1997 e successivamente l'Unione europea (UE) hanno elaborato una legislazione che vieta l'utilizzazione di animali per la fabbricazione di prodotti cosmetici.

In virtù della Direttiva europea sui cosmetici, è vietato testare i prodotti « finiti » sugli animali da settembre 2004. I test sugli animali per gli ingredienti che rientrano nella composizione dei prodotti sono vietati dall'11 marzo 2009, ad eccezione dei tre test di tossicità, per i quali il termine è fissato a marzo 2013.

Fino al 2004, circa 40'000 animali erano utilizzati ogni anno in Europa per testare prodotti cosmetici. Successivamente il loro nu-

mero è andato progressivamente calando. Stando alle statistiche europee sulle sperimentazioni animali pubblicate per il 2009, 344 roditori e conigli sono stati utilizzati da Francia e Spagna per i cosmetici.

I test sono tuttora autorizzati ovunque al di fuori di queste aree e si ritiene che centinaia di migliaia di animali siano annualmente utilizzati dall'industria cosmetica. In Cina, i test sugli animali sono addirittura obbligatori, sebbene esistano metodi sostitutivi convalidati. Tutti i fabbricanti che vogliono distribuire i loro prodotti in Cina sono obbligati ad effettuare nuovi test sugli animali, anche se i prodotti sono distribuiti su scala internazionale già da tanti anni.

## La situazione in Svizzera

Il 31 agosto 2006, in occasione della procedura di consultazione relativa alla revisione dell'ordinanza per la protezione degli animali (OPAn), 24 organismi svizzeri di protezione degli animali – tra cui la LSCV - comunicavano una presa di posizione comune nel corso di una conferenza stampa a Berna. Si chiedeva in particolare che fosse specificatamente menzionato il divieto dei test sugli animali per l'elaborazione di prodotti cosmetici. Si richiamava l'interesse di sancire un divieto paragonabile alla Direttiva europea che vieta i test sugli animali dal 2004. Recepire il divieto europeo nel diritto svizzero avrebbe consentito di evitare che le aziende europee subappaltino a laboratori svizzeri esperimenti vietati nel loro paese. Oppure, ancora più grave, che imprese europee delocalizzino in Svizzera le loro attività connesse ai test sugli animali.

Il divieto chiesto è stato rifiutato dall'Ufficio federale di veterinaria (UFV), amministrazione incaricata dal Consiglio federale di portare avanti la revisione dell'OPAn – entrata in vigore nel settembre 2008.

Tra gli argomenti addotti dall'UFV : la severità della nuova legislazione sulla protezione degli animali che escluderebbe l'utilizzazione di animali per la fabbricazione di prodotti cosmetici. Stando all'UFV, questi esperimenti non risponderebbero al carattere « indispensabile » quale previsto dall'articolo 17 della legge sulla protezione degli animali (LPAn).



I conigli ed i roditori sono gli animali più utilizzati per testare i cosmetici

## Ingredienti per cosmetici derivati da ricerche mediche

Malgrado tutto è relativamente facile aggirare la legge, per quanto « severa » sia. Numerosi prodotti cosmetici includono ingredienti messi a punto nell'ambito di ricerche mediche. Non si tratta di sperimentazioni animali dichiarate per sostanze a finalità cosmetica, ciò che consente ai laboratori di ottenere le autorizzazioni necessarie.



## Nel 2010, la Svizzera ha effettuato test su animali per prodotti cosmetici

Il 7 luglio 2011, in occasione della pubblicazione delle statistiche 2010 delle sperimentazioni animali, l'UFV annunciava : « *Per la prima volta da molto tempo, sono state effettuate sperimentazioni animali per testare dei cosmetici* ». Stando alle informazioni comunicate dall'UFV, esperimenti su gruppi di ratti sono stati autorizzati fino al 2013 dal Cantone di Argovia, per valutare la tossicità di un nuovo filtro UV.

Interrogato sulla legalità dell'autorizzazione di svolgere esperimenti per prodotti cosmetici, l'UFV rispondeva il 23 agosto 2011 : « *La legislazione svizzera sulla protezione degli animali è una delle più progredite al mondo ed il settore della sperimentazione animale è severamente regolamentato. Ogni sperimentazione è esaminata dalla commissione cantonale. I ricercatori devono provare che i benefici per la società sono più importanti delle sofferenze inflitte agli animali nel corso degli esperimenti. Il fatto che diverse istanze siano coinvolte nella procedura di autorizzazione garantisce questo controllo reciproco*

Dalle ricerche svolte risulta che di fatto le autorità cantonali e l'UFV avevano trasgredito la legge nella procedura amministrativa di autorizzazione di questi test di tossicità.

Peggio ancora, è probabile che questi esperimenti non rispondano al carattere indispensabile previsto dall'art.17 LPAn. A quanto pare le autorità non hanno proceduto alla minima valutazione dell'interesse scientifico di sviluppare questo nuovo filtro UV.

Questi test sono stati oggetto di denuncia penale da parte della LSCV (vedere il nostro giornale di marzo 2012).

► Prodotti cosmetici testati sugli animali

# L'Europa ultima della classe

**Agosto 2009 – Annunciato in gran pompa in occasione del 7° Congresso mondiale dei metodi alternativi a Roma (WC7), un fondo speciale di 50 milioni di euro avrebbe dovuto permettere di sviluppare i metodi sostitutivi necessari in vista del divieto, a partire da marzo 2013, degli ultimi tre test sugli animali tuttora autorizzati<sup>1</sup>.**

Il fondo mirava principalmente la ricerca sulla « tossicità sistemica a dose ripetuta », studio inteso a prevedere la tossicità dell'utilizzazione ripetuta, sul lungo periodo, della sostanza testata.

Finanziato in parti eguali dalla Commissione europea e dalla Colipa<sup>2</sup>, l'Associazione europea dei fabbricanti di cosmetici, questo fondo apriva prospettive incoraggianti per lo sviluppo delle alternative ai test in vivo. I gruppi di ricerca che intendevano sollecitare un finanziamento dovevano seguire le direttive seguenti:

- sviluppo di dispositivi di simulazione di organi;
- utilizzazione di cellule bersaglio basate su cellule umane;
- definizione di nuove soglie di effetto tossicologico e marcatori intermedi;
- tecniche di modellizzazione in silico;
- utilizzazione di approcci sviluppati in biologia dei sistemi ed analisi integrata dei dati e servizi scientifici.

Eran recepibili soltanto i progetti che non implicavano test su animali vivi. Ed i risultati dovevano presentare un certo interesse non solo per l'industria cosmetica ma anche per le industrie chimiche e farmaceutiche.

Come si può vedere si tratta dunque di un eccellente progetto, la cui portata oltrepassava il quadro della Direttiva cosmetici, in quanto rivolto anche a procedure obbligatorie di test con centinaia di migliaia di animali, quali quelli previsti dalla normativa REACH<sup>3</sup>.

**Agosto 2011 – L'entusiasmo si spegne quando la Colipa presenta i progressi compiuti nel corso dell'8° Congresso mondiale dei metodi alternativi (WC8) a Montreal.**

I 7 progetti finanziati dal fondo, intitolato « Towards the replacement of repeated dose systemic toxicity testing in human safety assessment », sono stati avviati soltanto nel gennaio 2011. Iniziata con ritardo nel 2009, allorchè il futuro divieto dei test era conosciuto fin dal 2003, la possibile messa a punto di metodi sostitutivi per il 2013 si rivela oramai più che improbabile. Tanto più che i progetti selezionati, che riuniscono oltre 70 università europee ed istituti privati, hanno fino al 2015 per la consegna dei lavori. Ciò che di fatto implica che una soluzione per la scadenza fissata al 2013 non entrava in considerazione. Un'altra sorpresa è che i progetti sono per lo più mirati sulle cellule staminali, settore di ricer-

ca fortemente concorrenziale in cui gli Stati Uniti cominciano ad implicarsi. Se l'interesse delle cellule staminali per la ricerca medica è dimostrato, non si può dire la stessa cosa per i test di tossicità data la difficoltà di indurre e controllare la differenziazione delle cellule in vitro. Inoltre le cellule staminali generalmente non presentano la morfologia e la funzione degli organi bersaglio. E' probabile che in futuro questi problemi trovino una soluzione, ma certamente non nel breve termine.

Al contrario, sono già disponibili tecnologie che consentono di ricostituire i tessuti umani. Si tratta per esempio di equivalenti di pelle umana in vitro, di colture di epatociti, tessuti polmonari o modelli oculari in 3D. Alcuni di questi modelli di tessuti umani possono già essere mantenuti in coltura per diversi mesi, ciò che consente precisamente di effettuare test di tossicità a dose ripetuta. Dunque è particolarmente incomprensibile che i gruppi di ricerca che già propongono una tecnologia progredita siano stati « bocciati » a favore di una ricerca tuttora molto incerta.

**« Stando agli esperti, la messa a punto di una strategia di sperimentazione durerà più di dieci anni »**

Nel rendere conto delle conclusioni del gruppo di esperti incaricato di analizzare la situazione e definire un calendario realista, la Commissione annunciava già l'impossibilità di rispettare le scadenze senza preoccuparsene più di quel tanto. Nel migliore dei casi, l'Ue dovrebbe disporre di metodi sostitutivi tra 5 anni per certi test, tra 7, 10 e 15 anni per altri test. Nel suo rapporto, la Commissione conclude : « La Commissione sta attualmente esaminando tutte le piste e deciderà dell'opportunità di presentare una proposta al Parlamento europeo ed al Consiglio per quanto riguarda la scadenza del 2013 in base ai risultati dell'analisi di impatto precipitata ». Il seguito, lo conosciamo. Il Parlamento europeo dovrà prossimamente approvare il rinvio del divieto al 2023.

Note :

<sup>1</sup> La direttiva europea cosmetici vieta i test sugli animali dal 2009, tranne i test di tossicità a dose ripetuta, i test di tossicità per la riproduzione ed i test di tossicocinetica per i quali è previsto un termine supplementare. Il loro divieto è previsto per l'11 marzo 2013.

<sup>2</sup> La Colipa si chiama « Cosmetics Europe » da gennaio 2012

<sup>3</sup> La normativa Reach, entrata in vigore nel giugno 2007, obbliga le industrie chimiche a dimostrare l'innocuità, in particolare tramite test sugli animali, dei prodotti presenti sul mercato dal 1981 e tuttora in vendita.



**Firmate la petizione e dite di NO ai cosmetici testati sugli animali**

Indetta nella primavera del 2011 dall'ECEAE, la petizione chiede al Parlamento europeo di rifiutare il rinvio al 2023 del divieto degli ultimi test sugli animali per i prodotti cosmetici. Inizialmente fissato all'autunno 2011, il termine ultimo della petizione è stato prorogato e rimane d'attualità fintanto che la votazione non sarà stata iscritta all'ordine del giorno degli eurodeputati, ciò che dovrebbe intervenire entro l'estate 2012. Nell'attesa, grazie di continuare a sostenere la petizione e di farla firmare. Sono già state raccolte 176'000 firme ed ogni firma è importante ! E' possibile firmare la petizione on-line:

[www.nocruelcosmetics.org/](http://www.nocruelcosmetics.org/)

► Prodotti cosmetici testati sugli animali

## La Cina fa un balzo di 10 anni. Indietro

**Brutta sorpresa nell'autunno 2011, quando siamo venuti a sapere che la Cina ordinava l'esecuzione di test per tutti i prodotti cosmetici distribuiti sul suo territorio. Per quale motivo questo Stato esige test già obbligatori per una distribuzione sui mercati europei o americani?**

In un paese frequentemente in preda a scandali sanitari, per via dell'utilizzazione di prodotti contraffatti o adulterati, questa decisione di rimettere in causa delle norme internazionali rimane un mistero. E soprattutto un'aberrazione per via dei costi che genera. Chi paga, quali test sono realizzati ? Non è trapelata la minima informazione, ma gli elementi disponibili fanno temere il peggio e confermano l'esecuzione di test sugli animali.

Fortunatamente è probabile che la Cina modifichi prossimamente le disposizioni assunte. Non per via di eventuali pressioni dei consumatori cinesi, poco sensibili alla sorte degli animali, ma per via dei costi ingenti indotti da questi test.

Allorché l'U.E. e la maggior parte dei paesi industriali si avvalgono, in numerose procedure, di test in vitro o in silico, poco costosi e riproducibili su grande scala, l'utilizzazione di test in vivo, lenti ed onerosi, rappresentano il colmo dell'assurdità. E l'assurdità persiste nel « Piano di 5 anni » di recente elaborato dalle autorità cinesi. Detto piano mira ad accettare una decina di metodi sostitutivi già convalidati internazionalmente, e che la Cina prevede di adottare. C'è però un problema: per il momento i ricercatori cinesi sono incapaci di svolgerli. Un modulo di formazione di due anni mira pertanto ad insegnare loro le tecniche necessarie.

Per accelerare queste conoscenze, un certo numero di organizzazioni specializzate nei metodi sostitutivi come l'IIVS (Institute for In Vitro Sciences) si sono mobilitate presso le autorità cinesi. A quanto pare questa collaborazione comincia a portare frutti poiché un primo metodo sostitutivo potrebbe essere convalidato entro la fine del 2012.

## Mercato europeo chiuso ai cosmetici cinesi

Un altro fatto che deve incitare la Cina a rivedere la propria politica in materia di sperimentazione sugli animali: un possibile divieto dei prodotti cosmetici cinesi sul mercato europeo.

Infatti dal 2004 la direttiva europea cosmetici vieta l'importazione di prodotti testati sugli animali, disposizione che si applica anche agli ingredienti o combinazioni di ingredienti che rientrano nella composizione del prodotto, tranne gli ultimi tre test autorizzati fino al 2013. Pertanto è probabile che la situazione cinese si evolva favorevolmente nei prossimi mesi.

# Elaborazione degli elenchi di cosmetici non testati sugli animali

L'elaborazione di un elenco di prodotti non testati sugli animali è sempre problematica nella misura in cui non è possibile assicurarsi contrattualmente che un'azienda referenziata effettivamente non svolge alcun test sull'animale.

Per la maggior parte dei fabbricanti di cosmetici, tutti i mezzi sono buoni per ottenere i favori del consumatore. Praticare la ritenzione di informazione, mentire sull'origine delle sostanze utilizzate... in questo campo, non sembrano esservi limiti per accrescere le quote di mercato. Ed il fatto che una parte (piccola) della popolazione sia sensibile agli animali e favorisca l'acquisto di cosmetici non testati sugli animali, non costituisce un problema : questi cosmetici si trasformano immediatamente in prodotti « non testati sugli animali ».

Se una marca sostiene unicamente di « non testare i suoi prodotti finiti sugli animali », è praticamente certo che invece testa i componenti sugli animali.

Se sostiene di non testare nemmeno le sostanze che compongono i suoi prodotti, generalmente è perché affida questi test ad altri laboratori quando non possiede una filiera incaricata di farlo.

In altri casi, un laboratorio che effettivamente non pratica alcun test, né li dà in subappalto, generalmente acquista tutte le nuove sostanze, che sono state testate, non appena sono immesse sul mercato.

## Dichiarazioni dei fabbricanti di prodotti cosmetici: Quale controllo?

Nel 2005, avevamo aggiornato il nostro elenco di cosmetici non testati sugli animali. Avevamo inviato un centinaio di let-

tere ai fabbricanti, allegando un questionario da compilare e da rinviare.

Alcuni responsabili del servizio clienti di diverse marche ci hanno inviato la presa di posizione « ufficiale » della loro direzione - naturalmente contraria ai test sugli animali, sostenendo però di « non essere autorizzati » a rispondere a questionari come il nostro. Altre marche, come Clarins, ci hanno rinviato il questionario infarcito di false informazioni, ma in cui si dichiarava di non svolgere alcun test sugli animali! In definitiva, soltanto una ventina di marche erano referenziate nel nostro nuovo elenco.

In un documento firmato, i fabbricanti attestavano di non effettuare test sugli animali né per i cosmetici commercializzati con il nome della marca né per gli ingredienti che li compongono. Nella composizione dei prodotti fabbricati dalla marca non doveva apparire nessuna sostanza testata sugli animali da meno di cinque anni. La questione non era di ritenere accettabile l'utilizzazione di sostanze sugli animali da oltre cinque anni, bensì di controllare a monte le dichiarazioni dei fabbricanti.

L'Unione europea aveva progressivamente reso pubblico l'accesso a diverse banche dati a partire dal 2000. Eseguendo una ricerca su una sostanza, e se la sua registrazione non risaliva troppo indietro, era possibile conoscerne la data

# I cosmetici assolutamente non testati sugli animali non esistono

Di fatto, praticamente tutte le sostanze contenute nei prodotti cosmetici, siano essi certificati bio, con o senza marchio, un giorno o l'altro sono state testate sugli animali.

Testare una nuova sostanza, che sia naturale o chimica, è sempre stato un obbligo legale per ottenere un'autorizzazione di immissione sul mercato. Nel caso dei cosmetici naturali, gli ingredienti di questi prodotti sono già stati testati decenni orsono. Dunque è impossibile utilizzare un prodotto cosmetico la cui fabbricazione non abbia necessitato l'utilizzazione di animali. E' però possibile agire contro l'utilizzazione odierna o futura di animali per cosmetici, rifiutando di acquistare i prodotti che necessitano nuove sperimentazioni animali. Esistono circa 9'000 sostanze validate per utilizzazione in cosmetologia. E' già molto più del necessario per elaborare nuove e svariatissime gamme di prodotti. Sviluppare nuove sostanze è perfettamente inutile e condannabile quando ciò necessita che si torturino animali.

di registrazione e sapere se erano stati effettuati test sugli animali. Purtroppo, l'accesso a diverse banche dati è stato successivamente limitato, impedendo pertanto un controllo ottimale dei cosmetici. Nell'autunno 2010, abbiamo intrapreso diverse azioni presso alcuni chimici cantonali e laboratori europei, specializzati nell'esame dei componenti di prodotti cosmetici. Quale non fu la nostra sorpresa nello scoprire che era impossibile effettuare l'analisi delle sostanze che entrano nella composizione dei prodotti cosmetici. Ciò stava a dimostrare in primo luogo che la composizione di un cosmetico non può essere veramente controllata e che le nostre autorità sanitarie possono basarsi esclusivamente sulla dichiarazione dei fabbricanti. Il che non è molto rassicurante per il consumatore! Ma soprattutto, è emerso che in queste condizioni non siamo più in grado di assicurarci che una marca iscritta nel nostro elenco di cosmetici sia assolutamente esente da test sugli animali.

## Standard internazionale HCS

(Human Cosmetics Standard)

Per questo motivo, abbiamo deciso, tramite l'affiliazione all'ECEAE, di promuovere il marchio HCS e di divulgare un nuovo elenco sul quale referenziare tutte le marche conformi ai requisiti del marchio. L'elenco dei fabbricanti che possiedono il marchio HCS è costantemente aggiornato, in quanto alcuni lo perdono mentre altri lo ottengono. Per questo motivo, si dovrebbe utilizzare o comunicare esclusivamente l'elenco aggiornato.

Il nostro elenco include anche alcune marche certificate bio da organismi riconosciuti quali Cosmébio, Ecocert, BDIH, Demeter e Natrue, o esenti da sostanze chimiche. Infatti sono proprio le nuove sostanze chimiche che necessitano ancora test sugli animali. Le sostanze naturali sono già state validate da tempo per un'utilizzazione in cosmetologia. Lo stesso vale per le sostanze chimiche autorizzate nella fabbricazione di prodotti certificati bio che sono state per lo più validate negli anni 1970 - 1980.

## LSCV - Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Il marchio HCS (Human Cosmetics Standard) è stato lanciato nel 1998 da una coalizione internazionale di associazioni di difesa degli animali di diversi paesi dell'Unione europea e dell'America del Nord. Questo marchio è amministrato dalla Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale (ECEAE).

Le organizzazioni che aderiscono all'ECEAE garantiscono l'amministrazione ed il controllo del marchio nei rispettivi paesi. La LSCV rappresenta l'ECEAE in Svizzera e divulgua un elenco di prodotti non testati sugli animali, disponibili in Svizzera.

L'elenco della LSCV raggruppa prodotti cosmetici o per la casa, distribuiti nei negozi svizzeri o per corrispondenza.



### Marchio HCS

- Argiletz
- Avalon Organics (Alba, Avalon, Un-petroleum)
- Bioarômes
- Body Shop
- Centifolia (Centifolia Labio ACM)
- Comptoir des Lys, Laboratoire Alvend (Coslys, Etamine du Lys, Anibiolys )
- Comptoir Provencal des Argiles (Naturado, Rosalia)
- Douces Angevines
- Florame
- Holistica International (Dermophytum)
- Melvita
- Montagne Jeunesse
- Paul Mitchell
- Phocéenne La (Senteurs Provencales, Le Petit Olivier)
- Provida (Provida, Evergreen, Azimuth, BWC)
- Sanoflore
- Santaverde

**L'elenco comporta le informazioni seguenti:** Punti di distribuzione in Svizzera e tipologie di negozi che vendono questi cosmetici (grandi magazzini, farmacia, negozio biologico, ecc.), settori di utilizzazione (prodotti per la casa, igiene animale, ecc.), presenza o no in questi prodotti di sostanze di origine animale o di composti chimici, ecc.

Per prendere visione della totalità dei prodotti certificati HCS, è possibile consultare la banca dati del sito dell'ECEAE dedicata al marchio HCS :

[www.gocrueltyfree.org](http://www.gocrueltyfree.org)

### Criteri per conseguire il **marchio HCS**

1. La ditta di fabbricazione non deve effettuare né ora né in futuro alcun esperimento sugli animali né dare l'ordine di effettuarne o di parteciparvi, a prescindere che si tratti di preparati, ingredienti o prodotti finali.
2. Non acquistare alcun ingrediente, alcun abbinamento di ingredienti né prodotti presso fornitori o fabbricanti che per ottenerli effettuano esperimenti sugli animali, che ne danno l'ordine o che vi hanno preso parte, e questo a partire dalla data fissata dalla ditta (a partire dalla quale la ditta può essere ammessa nell'elenco HCS).
3. L'azienda deve porre in opera un sistema di controllo sulla catena di consegna nonché esigere garanzie scritte affinchè i fabbricanti ed i fornitori soddisfino i requisiti HCS, e questo in modo permanente.

### Attualizzazione dei criteri del marchio HCS

Gestita dall'ECEAE, l'amministrazione del marchio HCS si fonda sul principio di delega: le associazioni membri dell'ECEAE si occupano dell'attribuzione del marchio ai fabbricanti di prodotti cosmetici presenti sul loro territorio rispettivo. In certi casi, è emerso che il contratto che stabilisce i requisiti per l'attribuzione del marchio era stato modificato. Diversi documenti falsi o contraffatti circolano su internet. Questa situazione ha spinto i membri dell'ECEAE a rivedere le modalità di gestione delle marche referenziate e l'accesso ai contratti stipulati. A breve dovrebbe uscire un nuovo documento che definisce i requisiti del marchio HCS. Per quanto riguarda la LSCV, abbiamo già espresso l'auspicio di riprendere la gestione del marchio HCS per le marche distribuite in Svizzera. Tra poco cominceremo a contattare le aziende che ancora non hanno questo marchio per incoraggiarle adaderirvi. Più ampie informazioni dovrebbero essere disponibili per l'edizione del giornale di dicembre 2012.

### No al marchio HCS per prodotti distribuiti in Cina

La situazione cinese è palesemente problematica per le marche certificate HCS, i cui prodotti sarebbero distribuiti in questo paese. Contatti sul posto hanno consentito di inventariare le marche presenti, dopo di che nell'autunno 2011 l'ECEAE ha avviato discussioni con ciascuna di esse. Diversi fabbricanti hanno accettato di ritirarsi dal mercato cinese se non possono ottenere un esonero dai test sugli animali, ciò che è stata una gran bella notizia ed una dimostrazione del loro forte coinvolgimento.

Altre marche come Yves Rocher, l'Occitane, Caudalie o Mary Kay non hanno seguito l'esempio sicché queste quattro marche hanno perso il marchio HCS.

# Verbale dell'Assemblea generale della lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale, del 26 marzo 2011 a Thônex, ginevra

## Membri del comitato presenti:

Max Moret (Presidente), Luc Fournier (Vice-presidente), Maja Schmid (Tesoriera), Laurianne Parent (Segretaria del comitato), Sylvie Benoît, Michèle Loisel.

## Membri del comitato assenti e scusati:

Suzann Karagöz, Suzanne Wachtl.

## Apertura della seduta alle ore 14.15

### Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea generale
2. Rapporto del Presidente
3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto dei due precedenti rapporti
5. Ammissioni/Dimissioni
6. Varie

### Apertura dell'assemblea generale

Il presidente apre la seduta e ringrazia i membri presenti. Annuncia che l'assemblea è legalmente costituita conformemente all'articolo 60 del codice civile svizzero ed allo statuto della lega. Non essendo pervenuta alcuna proposta scritta al comitato, l'assemblea può svolgersi secondo l'ordine del giorno previsto.

### 1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea generale

Avendone preso visione nel giornale di giugno 2011, i membri presenti esonerano il presidente dalla sua lettura e l'accettano.

### 2. Rapporto 2011 del Presidente

Il Presidente apporta alcune informazioni complementari al rapporto di attività pubblicato sul giornale del mese di marzo 2012. Per quanto riguarda il settore della sperimentazione animale, sono comunicate alcune notizie relativamente all'andamento della denuncia penale sporta contro le autorità di Argovia, Basilea Città e l'UFV, nonché alla nostra adesione all'ECEAE (Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale). La petizione sul rinvio del divieto europeo dei test sugli animali per i cosmetici ha generato una grande mole di lavoro amministrativo, per via dell'acquisizione delle centinaia di nomi ed indirizzi di tutti i firmatari che hanno espresso il desiderio di essere tenuti informati delle nostre azioni. Il Presidente ringrazia la Tesoriere per il suo coinvolgimento nella gestione delle attività dell'ECEAE e della segreteria della Lega.

Quanto al sostegno finanziario concesso agli organismi di protezione degli animali, il Presidente descrive le principali azioni di castrazione e sterilizzazione di gatti cui la Lega ha apportato il proprio sostegno, nella misura in cui alcuni veterinari concedono ribassi del 30 - 40% sugli interventi. Il Presidente conclude precisando che malgrado i costi indotti dalle diverse azioni portate avanti nel 2011, la situazione finanziaria della Lega rimane buona, ciò che è molto incoraggiante per l'allestimento di azioni future.

Una socia chiede informazioni a seguito della trasmissione televisiva sugli allevamenti di galline in libertà e le direttive europee in materia di detenzione di pollame. Viene richiamato il problema cui le autorità europee si scontrano nel far rispettare la direttiva da parte degli Stati. Poiché le uova devono essere obbligatoriamente marcate con una cifra compresa tra 0 e 3 per indicare il tipo di detenzione delle galline ovaiole, anche i consumatori hanno un ruolo da svolgere nel promuovere l'acquisto di uova marcate con le cifre 0 (bio) o 1, attribuite agli allevamenti in libertà.

Un socio chiede informazioni su ACUSA, in quanto ha ricevuto un loro giornale distribuito a tutte le famiglie. Si tratta del corrispondente romando dell'associazione svizzera tedesca VGT - Verein gegen Tierfabriken (Associazione contro le fabbriche di animali).

### 3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti

### 4. Discussione e voto dei due precedenti rapporti

La Tesoriere dà lettura del suo rapporto, e Sylvie Benoît dà lettura del rapporto dei revisori dei conti, Michèle Loisel e Oscar Appiani (vedi rapporto 2011 della Tesoriere e Rapporto 2011 dei Revisori dei conti). Il Presidente informa che la Lega ha potuto incassare un lascito dopo ben 4 anni di procedure amministrative.

Non essendovi domande quanto ai due Rapporti, il Presidente propone di votarne l'approvazione: SI all'unanimità.

### 5. Ammissioni/Dimissioni

Il Presidente informa che Damiann Clerc assiste alle sedute del Comitato da un anno. Damiann ha soltanto 16 anni, sicché il Presidente ne propone la nomina nel Comitato in qualità di membro osservatore, poiché raggiungerà la maggiore età nel 2013.

**Voto : SI all'unanimità.**

### 6. Varie

Il Presidente dà poi la parola ai soci presenti.

Una socia chiede informazioni su InterNICHE e desidera sapere se utilizzano animali? Il Vice-presidente precisa che InterNICHE è attivo principalmente per la sostituzione degli animali nell'insegnamento in ambito universitario. Per quanto gli è dato di sapere, non viene utilizzato nessun animale vivo o morto. Si tratta principalmente di utilizzazione di modelli in silico.

Il Presidente del Rifugio di Cottendarf (F.N.A.A.) Oscar Appiani ringrazia la Lega per gli aiuti finanziari che ha elargito gli scorsi anni, senza i quali il suo rifugio non avrebbe potuto continuare ad accogliere e collocare animali.

I Signori Fovini ringraziano la Lega per l'invio, via mail, degli articoli del giornale trimestrale, che non può essere letto dalla signora Fovini. Un dispositivo audio le consente dunque di tenersi informata delle attività della Lega. Il Presidente li ringrazia per la loro partecipazione a questa Assemblea, precisando che si tratta dei più anziani tra i soci presenti.

Il Dott. Daniel Favre, rappresentante scientifico della Lega presso il Comitato direttivo del giornale ALTEX, chiede conferma del rinnovo del suo mandato per il 2012. L'Assemblea approva all'unanimità il proseguimento della sua attività.

Prima di chiudere l'Assemblea Generale, il Presidente rende omaggio a Egon Naef, membro da molti anni del Comitato nazionale della Lega. Si è attivamente adoperato per lo sviluppo dei metodi di sostituzione degli animali nella ricerca medica. Era inoltre Presidente della Fondazione Naef, all'origine dell'istituzione, nel marzo 2009 presso l'Università di Ginevra, della prima cattedra universitaria di docenza dei metodi sostitutivi. Egon Naef è scomparso nel dicembre 2011.

Non essendovi più richieste di prendere la parola, il Presidente chiude l'Assemblea Generale alle ore 14.55 ed invita i presenti ad un bicchiere dell'amicizia.

## Rapporto 2011 della Tesoriera

Signore e Signori,

Il nostro ultimo giornale n° 35 di marzo 2012 vi ha ampiamente informati quanto alle nostre azioni durante l'anno 2011.

Ringraziamo la signora Jonquille, che per il terzo anno ha gestito la contabilità ed il bilancio dei nostri conti. Grazie anche ai nostri revisori dei conti che hanno verificato le pezze contabili del 2011.

L'anno 2011 si conclude con un utile netto di Fr. 474'105.01. Questo risultato è stato ottenuto principalmente grazie a numerosi lasciti e ben inteso ai nostri soci e donatori. Il sostegno di tutti voi ci ha consentito di portare avanti azioni tra cui la denuncia penale sporta contro le autorità cantonali dei cantoni di Argovia e Basilea Città nonché contro l'Ufficio federale di veterinaria per aver proceduto ad esperimenti su ratti per un prodotto cosmetico, o per averli autorizzati. Per tutto l'anno 2011 abbiamo anche sostenuto la petizione europea che mira a mantenere il termine ultimo del 2013 per l'abolizione della sperimentazione animale per taluni componenti di prodotti cosmetici. La petizione può ancora essere firmata. Troverete dei fogli all'uscita della sala.

Sono inoltre disponibili copie del nostro nuovo elenco delle marche cosmetiche che non testano i loro prodotti sugli animali.

Per lottare efficacemente contro la sperimentazione animale, riteniamo che lo scambio di informazioni ed il sostegno alle azioni organizzate da altri organismi antivivisezionisti siano essenziali. È in questa ottica che abbiamo aderito alla Coalizione Europea nel corso della sua riunione svoltasi a Londra nel maggio 2011.

Anche quest'anno abbiamo sostenuto finanziariamente la Cattedra di docenza dei metodi sostitutivi presso l'università di Ginevra. Ci siamo impegnati ad apportare questo sostegno per 5 anni, il che significa che nel 2014 questa Cattedra dovrebbe essere finanziariamente autonoma.

L'aiuto alla sterilizzazione dei gatti randagi ed ai rifugi svizzeri in difficoltà fa anch'esso parte della nostra quotidianità.

A nome dei nostri Amici Animali, vi esprimiamo la nostra immensa gratitudine e vi diciamo un calorosissimo GRAZIE!

Fatto a Ginevra, il 24 marzo 2012 - Maja Schmid, Tesoriera

## Rapporto dei Revisori dei conti 2011

Signore e Signori,

In esecuzione del mandato che ci è stato conferito, abbiamo proceduto alla verifica del Bilancio e del Conto profitti e perdite al 31 dicembre 2011.

Abbiamo inoltre proceduto alla verifica della contabilità della Lega svizzera contro la vivisezione e per i Diritti dell'Animale, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, controllando le numerosissime pezze giustificative di cui abbiamo constatato la concordanza con i libri contabili, tenuti con esattezza.

In conclusione della nostra verifica, vi raccomandiamo di approvare i conti presentati che si saldano, per l'esercizio 2010, con un utile netto di CHF 474'105.01.

I revisori dei conti

Oscar APPIANI, Sylvie Benoît, Michèle LOISEL

Thônex, 24 marzo 2012

## 0, 1, 2 o 3 ? Come scegliere le uova ?

La LSCV ha pubblicato il flyer stampato (fronte retro) qui appresso sul significato della scritta presente sulle uova. E' disponibile in italiano, francese e tedesco e può essere ottenuto gratuitamente su semplice richiesta presso la segreteria della Lega.

# 0, 1, 2 o 3 ?

*Per riconoscere il codice stampato sull'uovo di gallina*

I consumatori decidono della detenzione degli animali.

Rifiutando il consumo di uova di galline allevate al suolo o in batteria (cifra n° 2 e 3), promuovete gli allevamenti che offrono una vita decorosa alle galline ovaie.

L'iscrizione sulle uova di un codice che indica il tipo di allevamento è obbligatoria dal 2004.

Il codice viene apposto prima delle lettere che indicano il paese di produzione : « CH » per la Svizzera, « FR » per la Francia ecc.



CH - 673  
AT : 19.

3 - C  
L.DA

## Seguite la guida

0

Uova di galline allevate all'aperto (agricoltura biologica) Almeno 4 m<sup>2</sup> di terreno all'esterno per gallina. Alimentazione biologica

1

Uova di galline allevate all'aperto Almeno 4 m<sup>2</sup> di terreno all'esterno per gallina

2

Uova di galline allevate al suolo  
Allevamento al coperto, fuori dalle gabbie.  
Massimo 9 galline per m<sup>2</sup>

3

Uova di galline allevate in batteria  
Allevamento in gabbia con 13 - 18 galline per m<sup>2</sup>



► Curia Vista - Atti parlamentari

# Fondi pubblici e sperimentazione animale. Incrementare la trasparenza

Nel suo intervento parlamentare n° 11.1085, la Consigliera nazionale basilese Maja Graf interrogava il Consiglio federale sui finanziamenti pubblici elargiti per gli esperimenti sugli animali in Svizzera, e chiedeva maggiore trasparenza relativamente alla concessione di questi fondi.

Maja Graf ha fatto presente che circa metà degli animali (275'252 dei 761'675 nel 2010) sono stati utilizzati da università, ospedali e Politecnici federali del nostro Paese :

*« In sostanza, le sperimentazioni animali e gli stabulari delle scuole universitarie assorbono diverse centinaia di milioni di franchi provenienti dall'erario, senza che sia garantita la benché minima trasparenza per il contribuente. L'aspetto più scioccante, in proposito, è che sia la detenzione degli animali da laboratorio - che avviene in condizioni notevolmente peggiori rispetto a quelle che la legge impone per la detenzione degli animali domestici - sia l'allevamento, controverso, di animali geneticamente modificati sono finanziati perlopiù mediante fondi pubblici. Per contro, soltanto una minima parte di questi fondi (circa 400 000 franchi l'anno) serve a finanziare la ricerca di metodi alternativi o sostitutivi alla sperimentazione animale. »*

## Costo annuo degli stabulari universitari e politecnici: 83 milioni

Nella sua risposta del 9 dicembre 2011, il Consiglio federale precisava che in base ad un audit del Controllo federale delle finanze effettuato nel 2009, relativo a 39 progetti di ricerca comprendenti sperimentazioni animali « essi ammonterebbero ogni anno a circa 82 milioni di franchi, di cui 33 a carico della Confederazione in virtù dei contributi diretti versati ai due politecnici federali (PF) e alle università, mentre il resto è coperto dai cantoni (25 milioni di franchi), dai fondi concessi su base competitiva e da altri mezzi di terzi. »

Solo che 33 più 25 milioni fanno 58 e che nel suo computo, si ignora l'origine dei 24 milioni rimanenti. Starebbe a dire che le nostre università finanziano questo importo a partire dai loro fondi propri? Saranno contenti gli studenti che vedono le tasse di iscrizione aumentare anno dopo anno. In generale, anche i contribuenti svizzeri potranno apprezzare che 83 milioni sono stanziati soltanto per la custodia degli animali nei laboratori delle nostre alte scuole.

## Fondi pubblici utilizzati in gran parte per finanziare esperimenti inutili e gli stipendi dei ricercatori

Il Consiglio federale prosegue facendo presente che il 92% degli animali sono stati utilizzati per progetti di ricerca fondamentale, ossia studi che non sono intesi a consentire l'elaborazione di nuovi trattamenti. In parole chiare, ci si pone la domanda e si cerca di rispondervi. Sapere se la risposta presenta un qualsiasi interesse, è tutt'altra cosa. Dunque sono finanziati migliaia di studi che generano migliaia di pubblicazioni scientifiche di cui nessuno saprà veramente cosa fare.

Comunque sia, la vivisezione continua ad essere il graal dei ricercatori. « Nel settore della ricerca fondamentale libera, il Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica (FNS) ha sostenuto finanziariamente 488 progetti con sperimentazione animale nel 2008 e 521 nel 2009 (erogando sussidi pari, rispettivamente, a 74,8 milioni e 76,2 milioni di franchi). Una gran parte di questi contributi di ricerca (49,7 milioni nel 2008 e 52,8 milioni di franchi nel 2009) è stata assorbita dai salari, perlopiù per dottorandi e altri giovani ricercatori; il resto è stato utilizzato per spese di viaggio, apparecchiature e materiale da laboratorio e per coprire i costi della detenzione e della sperimentazione animale. »

## Produzione di uova in Svizzera

Nel 2011, 750 milioni di uova sono stati prodotti in Svizzera. L'85% delle uova acquistate nel nostro paese, provenivano da allevamenti svizzeri ma per i prodotti derivati che rientrano nei preparati industriali, la produzione svizzera scende al 52 %. Il resto si compone principalmente di uova a buon mercato provenienti da allevamenti in batteria e dall'Unione europea.

La Svizzera conta 12'000 proprietari di galline, per un totale di 2,3 milioni di galline ovaiole. 300 allevamenti detengono tra 2'000 e 18'000 galline, massimo autorizzato dalla legislazione svizzera. La legislazione europea non limita gli allevamenti, tant'è che certe fabbriche detengono più di un milione di capi di pollame. La detenzione in batteria è vietata in Svizzera.



Più dell'85% degli animali detengono il marchio SST della Confederazione, rilasciato in caso di condizioni di detenzione superiori a quelle fissate dalla legislazione. Il 70 % ha accesso ad un pascolo tutto l'anno. Le uova sono i prodotti più consumati della gamma bio in Svizzera.



Info : Lega svizzera contro la vivisezione - [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
T + 41 (0)22 349 73 37 admin@lscv.ch





## **Costo degli investimenti previsti per gli stabulari dal 2009 al 2013 : 65,5 milioni di franchi**

Malgrado le previsioni di spesa astronomiche, il Consiglio federale riconosce di non avere idea di quanto accade negli stabulari. Il motivo è semplice: «*Anche se tutti gli stabulari e tutti gli allevamenti di cavie sottostanno all'obbligo di autorizzazione, al momento non c'è alcun rilevamento centralizzato del numero di stabulari autorizzati e degli animali ivi detenuti.*»

## **Metodi sostitutivi : il Consiglio federale soddisfatto di sé**

«*Un sondaggio sull'utilizzazione delle colture cellulari, l'alternativa per ora più importante alla sperimentazione animale, rivela che i ricercatori operano attualmente applicando il principio delle 3R («reduce, refine, replace», ossia ridurre, affinare, sostituire). Dei 101 progetti di ricerca in campo biomedico finanziati nella primavera del 2010 dal FNS, 60 prevedono lavori con colture cellulari e 53 esperimenti sugli animali. La maggior parte di questi 63 progetti combina entrambi gli approcci oppure li applica in modo complementare.*»

«*Al di fuori dei progetti sostenuti dalla fondazione non sono disponibili dati sul finanziamento della ricerca e dell'innovazione nel settore delle 3R*» annuncia il Consiglio federale.

In realtà l'FNS (Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica) afferma di non finanziare alcun progetto finalizzato allo sviluppo di nuovi metodi sostitutivi, ritenendo che non si tratti di una ricerca mirante all'« eccellenza ». Effettivamente. Gli esperti dell'FNS incaricati di decidere quali progetti devono essere sostenuti e quali devono essere cestinati, vivono principalmente della sperimentazione animale. Sarebbe sorprendente che dichiarassero « l'eccellenza » di una via che li ridurrebbe alla disoccupazione in men che non si dica.

Nei fatti, i ricercatori che ottengono sussidi dell'FNS per le loro ricerche in vitro sono ricercatori che non rimettono in causa l'ordine stabilito. Il più delle volte l'utilizzazione di colture di cellule proviene da animali uccisi in vista di questi studi poiché molto semplicemente il supporto in vitro è meno caro in

termini di utilizzazione. Per finire, i progetti in vitro finanziati dall'FNS spesso si riducono alla parte introduttiva dello studio, che proseguirà poi sugli animali, e che sarà oggetto di un secondo sussidio.

## **Fondazione Ricerca 3R : Esperta nel vuoto**

Ancora una volta il Consiglio federale loda l'attività della Fondazione Ricerca 3R, creatura ibrida della Confederazione e delle ditte farmaceutiche svizzere. Eppure l'articolo 22 della Legge sulla protezione degli animali (LPAn) esige dalla Confederazione che apporti sostegno allo sviluppo dei metodi sostitutivi. Sostegno di cui si sbarazza stanziando circa

## **Un sistema che funziona**

Nella ricerca pubblica, la vivisezione è un sistema di funzionamento. Prima di puntare all'elaborazione di nuovi trattamenti medici, questo sistema contribuisce alla carriera ed agli stipendi dei ricercatori che ne sono i beneficiari. Si tratta di un gigantesco spreco di risorse, vergognoso quando si pensa alle inutili sofferenze inflitte agli animali.

Fintanto che il pubblico non prenderà coscienza di questo sistema di funzionamento, continuerà ad ingoiare le informazioni incessantemente ripetute del tipo « l'utilizzazione di animali è essenziale per la ricerca » oppure « senza animali non è possibile alcun progresso medico ».



La sperimentazione animale non è una necessità scientifica bensì un sistema che consente ad un manipolo di ricercatori di vivere alla grande sulle spalle dei contribuenti. I progressi medici verranno poi.

400'000 franchi all'anno a questa Fondazione, che ha sostenuto 7 progetti nel 2010. A fronte delle 1'197 nuove sperimentazioni animali autorizzate durante lo stesso periodo, è una vera miseria. E la somma è a dir poco ridicola rispetto alle centinaia di milioni stanziati per la sperimentazione animale. Il Consiglio federale conclude scrivendo: « Al di fuori dei progetti sostenuti dalla fondazione non sono disponibili dati sul finanziamento della ricerca e dell'innovazione nel settore delle 3R. » Grossa bugia, ma a chi importa? Non sono disponibili altri dati semplicemente perché non esistono altri sostegni ai metodi sostitutivi in Svizzera.

**Abbiamo bisogno di ricercatori che studiano le patologie umane su materiale umano, che si tratti di tessuti, cellule o altri dati in silico.**

Ricercatori che studiano per la millesima volta la proteina X su topi col pretesto che i 999 studi precedenti hanno dato risultati contraddittori, non presentano alcun interesse.

Le nostre tasse non dovrebbero essere destinate a garantire a questi ricercatori rendite e stipendi confortevoli fino alla pensione.

## Comunicateci i vostri cambiamenti di indirizzo

**In caso di invio ad indirizzi inesatti, la posta ci fattura Fr 2.- per rinviare i giornali.** In caso di cambiamento di indirizzo, vi invitiamo cortesemente a comunicarci i nuovi dati rinviadoci il tagliando qui appresso o telefonando all'ufficio della Lega.  
LSCV, CP 148, 1226 Thônex - T : 022 349 73 37 F : 022 349 18 54 admin@lscv.ch

Cognome :

### Nuovo indirizzo

Nome :

Via :

### Vecchio indirizzo

N°

Via :

NPA :

N°

Città :

NPA :

Vogliate indicare il vostro indirizzo elettronico se desiderate essere informati delle azioni della Lega. E-mail :

Città :

## Merci de nous communiquer vos changements d'adresse

**En cas de mauvais adressage, les retours de journaux nous sont facturés Fr 2.- par la poste.**

Lors d'un changement d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées en nous renvoyant le bulletin ci-dessous ou en appelant le bureau de la Ligue.

LSCV, CP 148, 1226 Thônex  
T:022 349 73 37 F:022 349 18 54 admin@lscv.ch

Nom :

Prénom :

### Ancienne adresse

Rue :

## Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderung mit

**Bei falschen Adressen verrechnet die Post jeweils Fr. 2.- für die Rücksendung.**

Bitte teilen Sie uns bei einer Adressänderung Ihre neuen Koordinaten mit, indem Sie die unten stehenden Angaben ausfüllen oder das Büro der Liga anrufen.

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex  
T:022 349 73 37 F:022 349 18 54 admin@lscv.ch

Name :

Vorname :

### Nouvelle adresse

### Alte Adresse

Nr.:

### Nouvelle adresse

Strasse :

### Nouvelle adresse

Nr.:

### Nouvelle adresse

Postleitzahl :

### Nouvelle adresse

Ort :

### Nouvelle adresse

### Neue Adresse

### Nouvelle adresse

Strasse :

### Nouvelle adresse

Nr.:

### Nouvelle adresse

Postleitzahl :

### Nouvelle adresse

Ort :

### Nouvelle adresse

Teilen Sie uns auch Ihre E-Mail-Adresse mit, wenn wir Sie über die Aktionen der Liga auf dem Laufenden halten sollen. E-mail :

### Nouvelle adresse

Veuillez mentionner votre adresse mail si vous souhaitez être informé des actions de la Ligue. E-mail :